

# COI Focus

## REPUBLIQUE DE COLOMBIE

### Situation sécuritaire

3 juillet 2017 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

#### DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes d'asile individuelles. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande d'asile. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual asylum applications. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the asylum application. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

## Table des matières

<b>Sigles utilisés</b> .....	<b>3</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>1. Bref historique</b> .....	<b>7</b>
<b>2. Majeures évolutions du conflit</b> .....	<b>7</b>
2.1. Chronologie .....	7
2.2. Bilan .....	8
<b>3. Parties combattantes</b> .....	<b>10</b>
3.1. Les forces de sécurité.....	10
3.2. Les guérillas.....	11
3.3. Les groupes successeurs.....	12
<b>4. Typologie de la violence</b> .....	<b>14</b>
<b>5. Cibles de la violence</b> .....	<b>16</b>
<b>6. Répartition géographique des violences</b> .....	<b>20</b>
<b>7. Déplacements de la population</b> .....	<b>22</b>
<b>8. Conséquences pour la population</b> .....	<b>25</b>
<b>Résumé</b> .....	<b>27</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>28</b>

---

## Sigles utilisés

AFP	Agence France-Presse
AFRODES	Asociación nacional de Afrocolombianos desplazados
AGC	Autodefensas Gaitanistas de Colombia
AI	Amnesty International
AP	Associated Press
BBC	British Broadcasting Corporation
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies
CERAC	Centro de recursos para el análisis de conflictos
CIA	Central Intelligence Agency
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CIDH	Comisión interamericana de derechos humanos
CINEP	Centro de investigación y educación popular
CNN	Cable News Network
CODHES	Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento
DAICMA	Dirección para la acción integral contra minas antipersonal
ELN	Ejército de liberación nacional
EPL	Ejército popular de liberación
FARC	Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia
FLIP	Fundación para la libertad de prensa
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
INDEPAZ	Instituto de estudios para el desarrollo y la paz
NIAG	New Illegal Armed Groups
NOREF	Norwegian Centre for Conflict Resolution
ONIC	Organización nacional indígena de Colombia
PARES	Fundación paz y reconciliación
RFCS	Réseau France Colombie solidarités
RTBF	Radio télévision belge francophone
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UMAIC	Unidad de manejo y análisis de información Colombia
USDOS	United States Department of State
USIP	United States Institute of Peace

WOLA      Washington Office on Latin America

## Introduction

L'objectif de la présente recherche consiste à dresser un état des lieux de la situation sécuritaire en République de Colombie. Elle constitue une mise à jour du [COI Focus Colombie. Situation sécuritaire](#) daté du 11 juin 2015 et porte sur la période allant de juin 2015 à juin 2017. Elle a été clôturée le 23 juin 2017. Elle ne peut prétendre à l'exhaustivité, en raison notamment de la volatilité et de la complexité du conflit.

L'analyse se compose de huit parties. Après un bref historique, la recherche évoque l'état actuel du conflit, puis définit les différentes parties au conflit. Ensuite, elle décrit consécutivement une typologie des violences, les cibles de celles-ci et leur répartition géographique. La recherche aborde également les déplacements de la population et se clôt par les conséquences pour la population.

Ce rapport se base sur des sources journalistiques (dont *El Espectador*, *El Herald*, *El Mundo*, *El País*, *La Croix*, *Le monde diplomatique*, *The New Yorker*, *Sputnik...*), des sources audiovisuelles (Arte et Euronews), ainsi que des agences de presse telles que l'Agence France-Presse (AFP), Associated Press (AP), British Broadcasting Corporation (BBC), Cable News Network (CNN). La recherche se réfère à des publications de centres de recherche et d'organisations non gouvernementales (ONG) spécialisés tels que le Centro de investigación y educación popular (CINEP)<sup>1</sup>, le Centro de recursos para el análisis de conflictos (CERAC)<sup>2</sup>, la Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento (CODHES)<sup>3</sup>, la Fundación paz y reconciliación (PARES)<sup>4</sup>, InSight Crime<sup>5</sup>, Insight on Conflict<sup>6</sup>, l'Instituto de estudios para el desarrollo y la paz (INDEPAZ)<sup>7</sup>, l'International Center for Not-for-Profit Law<sup>8</sup>, l'International Crisis Group (ICG)<sup>9</sup>, le Réseau France Colombie solidarités (RFCS)<sup>10</sup>, le Norwegian Centre for Conflict Resolution (NOREF)<sup>11</sup>, la Unidad de manejo y análisis de

---

<sup>1</sup> Le Centro de investigación y educación popular (CINEP) émet de courtes publications reprenant le concentré de la recherche sur des thèmes liés à la formation de l'Etat, à la politique locale, à la mobilisation et à l'organisation sociale ainsi qu'aux dimensions territoriales de la guerre et de la paix.

<sup>2</sup> Le Centro de recursos para el análisis de conflictos (CERAC) vise depuis 2005 à œuvrer pour le développement, la réduction de la violence et de son impact, la résolution de conflits violents par le biais de la production de connaissances et d'informations.

<sup>3</sup> Cette organisation non gouvernementale (ONG) à caractère international promeut les droits de l'homme des victimes afin de contribuer à la construction démocratique de la paix, de la justice et de l'équité sociale.

<sup>4</sup> La Fundación paz y reconciliación (PARES) est une organisation non gouvernementale fondée en 2013 en vue de générer des connaissances et une analyse éclairée sur les thèmes de la sécurité, du conflit armé interne, du post-conflit, de la criminalité, de la gouvernance, des droits humains et du développement dans la perspective de contribuer à la construction de la paix et de/à la réconciliation nationale.

<sup>5</sup> InSight Crime est une fondation indépendante et sans but lucratif qui examine depuis 2010 le crime organisé en Amérique latine et dans les Caraïbes avec des bureaux à Medellín en Colombie et à Washington, DC aux Etats-Unis.

<sup>6</sup> Insight on Conflict est un blog publié par Peace Direct, qui se définit comme la source en ligne d'exception au sujet de la construction de la paix dans des zones en conflit à travers le monde.

<sup>7</sup> L'Instituto de estudios para el desarrollo y la paz (Indepaz) est une organisation non gouvernementale créée en 1984 qui a conservé comme axe de travail la formation, la recherche, la création d'espaces de dialogue en vue d'œuvrer pour la construction de la paix.

<sup>8</sup> L'International Center for Not-for-Profit Law se voit comme un centre international qui partage une vision dans laquelle les individus s'émancipent afin d'améliorer leur quotidien. Le centre recherche un environnement légal qui renforce la société civile et qui promeut les libertés d'association et de réunion, qui chérit la philanthropie et qui facilite la participation populaire à travers le monde.

<sup>9</sup> L'International Crisis Group (ICG) est une organisation non gouvernementale indépendante qui se consacre à la prévention et à la résolution des conflits à travers le monde.

<sup>10</sup> Fondé en mai 2012, le Réseau France Colombie solidarités (RFCS) regroupe douze organisations de la société civile française menant ? ayant des actions de coopération et de solidarité avec la Colombie, dans les domaines du développement, des droits humains et de la culture de la paix. Le RFCS est un espace collectif d'échange, d'analyse, d'action et d'interlocution, pour contribuer d'ici à la construction de la paix. Par des actions de communication, d'analyse, de plaidoyer et de sensibilisation, le RFCS contribue à mieux faire connaître les réalités colombiennes et celles de la société civile locale.

información Colombia (UMAIC)<sup>12</sup>, l'United States Institute of Peace (USIP)<sup>13</sup> ou encore le Washington Office on Latin America (WOLA)<sup>14</sup>. Des organisations internationales comme Amnesty International (AI), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Freedom House et Human Rights Watch (HRW) complètent les sources. La recherche est également alimentée par diverses sources onusiennes (le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH), le Conseil de sécurité des Nations unies, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH)) et enfin gouvernementales (la Central Intelligence Agency (CIA), le département d'Etat américain (United States Department of State, USDOS), le Conseil de l'Union européenne).

Les conditions de sécurité en Colombie font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour dans les meilleurs délais.

---

<sup>11</sup> Le Norwegian Centre for Conflict Resolution (NOREF) est une fondation indépendante en faveur de politiques et de pratiques de construction de la paix.

<sup>12</sup> La Unidad de manejo y análisis de información Colombia (UMAIC) cherche à créer des initiatives inter-agences de traitement de l'information et d'analyse pour le système des Nations unies en Colombie. L'UMAIC cherche à servir le travail humanitaire, de développement et de construction de la paix, en collaboration avec ses partenaires en dehors du système des Nations unies, y compris des ONG et le gouvernement, en misant sur la complémentarité des actions et les économies d'échelle au niveau technique.

<sup>13</sup> L'United States Institute of Peace (USIP) est un institut américain non partisan qui promeut la sécurité nationale et la stabilité globale par la réduction de conflits à l'étranger.

<sup>14</sup> Le Washington Office on Latin America (WOLA) se décrit comme un institut majeur de recherche et de promotion des droits humains dans les Amériques.

## 1. Bref historique

Pour rappel, guérillas, autres groupes armés et armée colombienne se livrent à un conflit armé interne<sup>15</sup> depuis une cinquantaine d'années<sup>16</sup>. Cela en fait « la guerre civile en cours la plus longue au monde »<sup>17</sup>, ayant provoqué 220.000 morts<sup>18</sup> dont plus de 80 % de civils, d'après le Centre national de mémoire de l'histoire<sup>19</sup>. Ce centre attribue ces morts pour 30 % aux guérillas et le reste à l'Etat, directement ou implicitement, à travers sa collusion avec les paramilitaires<sup>20</sup>.

## 2. Majeures évolutions du conflit

### 2.1. Chronologie

Un processus de paix entre l'Ejército de liberación nacional (ELN) et le gouvernement est annoncé le 30 mars 2016<sup>21</sup>.

Le 23 juin 2016, un préaccord est conclu sur un cessez-le-feu bilatéral et définitif (*de facto* en place depuis 2015)<sup>22</sup> en présence du président Juan Manuel Santos, du leader des Fuerzas armadas revolucionarias de Colombia (FARC) « Timochenko » et du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Ban Ki-Moon<sup>23</sup>.

L'accord de paix entre le gouvernement et les FARC est signé le 24 août 2016 et marque la fin des négociations de paix entre ces parties<sup>24</sup>.

Dès le lendemain démarre une campagne pour le référendum devant légitimer l'accord de paix<sup>25</sup>.

Un accord de paix est signé le 26 septembre 2016 à Cartagena. Cet accord prévoit notamment la mise en place d'une juridiction spéciale pour la paix chargée d'enquêter sur les crimes de droit international et d'en punir les responsables. Il prévoit aussi la mise en place d'une commission vérité et un mécanisme de localisation et d'identification des personnes portées disparues à la suite du conflit. En dépit des avancées que signifie cet accord, il ne respecte pas le droit international et les normes y afférentes en matière de droits des victimes<sup>26</sup>.

Le « non » l'emporte d'une courte majorité au référendum du 2 octobre 2016, rejetant ainsi l'accord de paix<sup>27</sup>.

Le président de la République se voit décerner le prix Nobel de la paix le 7 octobre 2016, pour son implication dans la signature de l'accord de paix<sup>28</sup>.

<sup>15</sup> El Colombiano (Velásquez A.), 18/01/2014, [url](#) ; AI, 25/02/2015, p. 141, [url](#)

<sup>16</sup> AI, 25/02/2015, [url](#)

<sup>17</sup> AFP via Yahoo News, 17/11/2014, [url](#) ; ODUMUNC (Ganczak K.), 2014 ; Colombia Reports, 19/11/2014, [url](#) ; Insight on Conflict, 22/09/2014, [url](#)

<sup>18</sup> Insight on Conflict, 22/09/2014, [url](#)

<sup>19</sup> Centro nacional de memoria histórica, 07/2013, [url](#)

<sup>20</sup> Insight on Conflict, 22/09/2014, [url](#)

<sup>21</sup> RFCS, 08/2016, [url](#) ; AI, pas dans la biblio 03/2017, [url](#)

<sup>22</sup> AI, 22/02/2017, [url](#)

<sup>23</sup> RFCS, 08/2016, [url](#)

<sup>24</sup> RFCS, 08/2016, [url](#) ; USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>25</sup> RFCS, 08/2016, [url](#)

<sup>26</sup> AI, 22/02/2017, [url](#)

<sup>27</sup> RFCS, 08/2016, [url](#) ; AI, 22/02/2017, [url](#) ; USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; Le monde diplomatique, 11/2016, [url](#) ; The New Yorker (Anderson J.), 01/05/2017, [url](#)

Un nouvel accord de paix est conclu entre le gouvernement et les FARC le 24 novembre 2016, ratifié par le Congrès le 30 novembre 2016<sup>29</sup>.

Le Congrès adopte le 28 décembre 2016 une loi prévoyant l'amnistie ou la grâce des combattants des FARC et l'arrêt des poursuites pénales contre les membres des forces de sécurité sous certaines conditions<sup>30</sup>.

Une négociation de paix officielle entre le gouvernement et ELN démarre le 7 février 2017<sup>31</sup>, sans pour autant suspendre les violences comme par exemple l'explosion d'une bombe le 19 février 2017 à Bogotá, revendiquée par cette guérilla<sup>32</sup>.

Un nouvel attentat est rapporté à Bogotá le 17 juin 2017 (voir *infra* 4. Typologie de la violence).

## 2.2. Bilan

L'accord de paix a eu selon les sources des effets positifs pour les civils<sup>33</sup>. Un article paru en janvier 2017 dans le journal *El País* explique que pendant les cinq mois écoulés depuis le cessez-le-feu, il n'y a eu ni morts, ni blessés civils en raison du conflit et que l'année 2016 s'est clôturée avec le nombre d'homicides le plus bas en 42 ans<sup>34</sup>. Courant 2016, AI observe pour les civils une « désescalade des hostilités entre les forces de sécurité et les FARC » entraînant une réduction importante des assassinats, des déplacements forcés, des disparitions forcées, des prises en otage, de la torture, des explosions de mines anti-personnel, imputables aux forces de sécurité, aux groupes paramilitaires et aux guérillas<sup>35</sup>. D'après le CERAC, cité dans le rapport du département d'Etat américain de mars 2017, les niveaux de la violence en Colombie sont descendus à leur taux le plus bas depuis 52 ans, en termes de nombre de victimes, de combattants tués ou blessés et en nombre d'actes violents. Cette source précise notamment que le nombre général de victimes civiles a chuté de 98 %<sup>36</sup>. Freedom House dans son rapport 2017 évoque une baisse « significative » de la violence<sup>37</sup>. Le CICR confirme le 9 mars 2017 une nette réduction de l'impact du « conflit armé interne » sur les civils en 2016<sup>38</sup>. Le Conseil de sécurité des Nations unies note dans son rapport du 24 mars 2017 qu'aucune victime n'a été enregistrée depuis le 24 décembre 2016<sup>39</sup>.

Toutefois, une situation de conflit persiste en Colombie, d'après de nombreuses sources<sup>40</sup>. Le rapport du département d'Etat américain de mars 2017 est d'ailleurs parfaitement explicite à cet égard, en évoquant « une poursuite du conflit armé interne » entre le gouvernement et l'ELN, des groupes criminels organisés et des trafiquants de drogue<sup>41</sup>, qui restent quant à eux actifs dans de

<sup>28</sup> Mo\* mondiaal nieuws (Willems E.), 26/01/2017, [url](#)

<sup>29</sup> AI, 22/02/2017, [url](#) ; USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>30</sup> AI, 03/2017, [url](#)

<sup>31</sup> WOLA (Ramsey G., Bernal S.), 07/02/2017, [url](#) ; United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#) ; UNHCR, 02/2017, [url](#)

<sup>32</sup> United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#)

<sup>33</sup> NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#) ; AI, 22/02/2017, [url](#) ; USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; WOLA (Ramsey G., Bernal S.), 07/02/2017, [url](#) ; United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#) ; El País (Fuente J.), 31/01/2017, [url](#) ; Freedom House, 01/2017, [url](#) ; ICRC, 09/03/2017, [url](#) ; United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#)

<sup>34</sup> El País (Fuente J.), 31/01/2017, [url](#)

<sup>35</sup> AI, 22/02/2017, [url](#)

<sup>36</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>37</sup> Freedom House, 01/2017, [url](#)

<sup>38</sup> ICRC, 09/03/2017, [url](#)

<sup>39</sup> United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#)

<sup>40</sup> RFCS, 08/2016, [url](#) ; USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; Euronews, 16/03/2017, [url](#) ; Mo\* mondiaal nieuws (Willems E.), 26/01/2017, [url](#) ; Colombia Reports (Levesque B.), 07/04/2017, [url](#) ; United Kingdom Foreign and Commonwealth Office, 08/02/2017, [url](#) ; ICRC, 09/03/2017, [url](#) ; NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#)

<sup>41</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

nombreuses régions qu'ils contrôlent<sup>42</sup>. Le rapport indique que les actions de toutes les parties au conflit affectent des civils<sup>43</sup>. Selon une vidéo diffusée en mars 2017 sur Euronews, des affrontements entre les forces de l'ordre et d'autres groupes rebelles se poursuivent dans plusieurs régions<sup>44</sup>. Sur le terrain, la plupart des sources<sup>45</sup> observent la reconquête des territoires abandonnés par les FARC par d'autres forces, notamment celles citées par la CIA, comme l'ELN, les dissidences des FARC, la délinquance commune et les bandes criminelles majeures telles que le clan Úsuga<sup>46</sup>. D'après un rapport présenté par le CINEP en mai 2017 et relayé dans la presse, les activités des groupes paramilitaires se sont étendues depuis l'accord de paix ratifié en novembre 2016<sup>47</sup>.

Le RFCS prévient que certains secteurs économiques et politiques demeurent hostiles au processus de paix et pourraient vouloir chercher à le déstabiliser<sup>48</sup>. Certaines communautés paysannes craignent que l'accord de paix attire davantage d'investisseurs étrangers, augmentant ce faisant la pression sur la propriété foncière et générant potentiellement de nouveaux conflits sociaux<sup>49</sup>. La production et le trafic, principalement de cocaïne, contribuent à maintenir une spirale de la violence, d'après un article de *Mo\* mondiaal nieuws*, publié en janvier 2017<sup>50</sup>. Une recherche de l'Université des Nations unies parue en avril 2017 fait aussi remarquer que la production de coca a « augmenté spectaculairement » depuis le début des négociations, suscitant des doutes quant à l'efficacité du processus de paix d'une part, quant à la capacité de l'Etat à contenir les cultures illégales, d'autre part<sup>51</sup>.

Le talon d'Achille du processus de paix réside également dans l'attitude à venir des FARC. La recherche de l'Université des Nations unies précitée met en lumière la menace de dissidence<sup>52</sup> et de récidivisme parmi les membres des FARC et ajoute que les groupes criminels continuent d'attirer les membres des FARC dans leurs filets<sup>53</sup> en offrant le double du pécule qu'ils recevront moyennant désarmement et démobilisation<sup>54</sup>. Un article paru dans *La Tercera* en janvier 2017 fait notamment référence au déserteur des FARC appelé « John 40 », qu'InSight Crime définit d'après cet article comme « un des narcotrafiquants les plus connus des FARC »<sup>55</sup>. Cet article énumère ainsi cinq commandants entrés en contradiction avec la ligne politico-militaire du groupe. Selon le journal *Folha de Sao Paulo*, (un journal) cité par *La Tercera* dans le même article, il y a 3 à 400 dissidents [des FARC] qui n'ont pas accepté de souscrire à l'accord de paix. La *Folha de Sao Paulo* rappelle que lors d'accords de paix antérieurs, environ 10 % des forces ayant conclu l'accord ont quitté leur mouvement. D'après ce journal, les FARC semblent suivre ce schéma dans la mesure où elles

<sup>42</sup> RFCS, 08/2016, [url](#)

<sup>43</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>44</sup> Euronews, 16/03/2017, [url](#)

<sup>45</sup> NOS, 17/03/2017, [url](#) ; Lozada et Timochenko, deux membres de la hiérarchie des FARC s'exprimant sur un plateau de télévision à Bogotá après l'accord de paix : The New Yorker (Anderson J.), 01/05/2017, [url](#) ; divers mouvements sociaux relayés par CNN : CNN (Velásquez Loaiza M.), 14/02/2017, [url](#) ; Hilaire Avril, officier humanitaire de l'UE, s'exprimant dans un reportage diffusé sur Euronews en mars 2017 : Euronews, 16/03/2017, [url](#) ; CIA, 01/05/2017, [url](#) ; PARES (Valencia L., et al.), 31/01/2017, [url](#) ; des organisations de la société civile non spécifiées par le Conseil de Sécurité : United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#) ; Bloomberg (Bristow M.), 08/02/2017, [url](#) ; Notimérica, 08/06/2017, [url](#) ; La Croix (Biassette G.), 28/05/2017, [url](#) ; BBC (Cosoy N.), 17/06/2017, [url](#) ; El Salvador, 24/08/2016, [url](#)

<sup>46</sup> PARES (Valencia L., et al.), 31/01/2017, [url](#)

<sup>47</sup> Agencia DPA via El Comercio, 03/05/2017, [url](#)

<sup>48</sup> RFCS, 08/2016, [url](#)

<sup>49</sup> De Redactie (Willems F.), 27/09/2016, [url](#)

<sup>50</sup> Mo\* mondiaal nieuws (Willems E.), 26/01/2017, [url](#)

<sup>51</sup> United Nations University Centre for Policy Research, 04/2017, [url](#)

<sup>52</sup> Freedom House, 01/2017, [url](#) ; United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#)

<sup>53</sup> United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#)

<sup>54</sup> United Nations University Centre for Policy Research, 04/2017, [url](#) ; Bloomberg (Bristow M.), 08/02/2017, [url](#) ; La Croix (Biassette G.), 28/05/2017, [url](#)

<sup>55</sup> La Tercera (Fuentes F.), 07/01/2017, [url](#)

comptent déjà 6 % de déserteurs<sup>56</sup>. Un éminent membre des FARC<sup>57</sup> estime que 10 % des anciens rebelles auront recours au crime<sup>58</sup>. Le Conseil de sécurité des Nations unies quant à lui évalue le pourcentage de déserteurs de 2 à 5 % seulement<sup>59</sup>.

Par ailleurs, la pleine implémentation de l'accord de paix sera compromise dans le scénario où un candidat anti-accord de paix emporte l'élection présidentielle en 2018, ce qui est probable, selon le dernier rapport de l'ICG paru en janvier 2017. Outre les disputes politiques, ICG épingle d'autres menaces qui pèsent sur la mise en œuvre de l'accord de paix, comme un « contexte national et local difficile – un manque de moyens financiers, des pourparlers de paix balbutiants avec l'ELN, des institutions faibles, des rivalités au sein du gouvernement et de nombreux assassinats ciblés dans des zones rurales ». Cela fait conclure ICG<sup>60</sup> et d'autres sources dont le CICR<sup>61</sup> qu'il est « prématuré de déclarer la victoire de la paix ». En février 2017, le HCR informe dans un feuillet mettant à jour les informations-clé sur le pays<sup>62</sup>, que la situation en Colombie demeure volatile avec de constants déplacements et de la violence et Insight crime<sup>63</sup> relève en mars 2017 que « la frontière entre la guerre et le crime est floue ».

### 3. Parties combattantes

#### 3.1. Les forces de sécurité

Des abus commis par la police, l'armée et des gardiens de prison ont été signalés à quelques reprises en 2016, d'après le rapport 2017 du département d'Etat américain<sup>64</sup>. Le rapport annuel 2017 d'AI mentionne que des cas d'homicides illégaux et de recours excessif à la violence de la part des forces de sécurité (en particulier de la part de l'unité anti-émeute de la police) ont été rapportés en 2016<sup>65</sup>. Le rapport CINEP publié en mai 2017 précise davantage en énumérant notamment des menaces, des détentions arbitraires et des exécutions extrajudiciaires<sup>66</sup>. Faisant référence au CINEP, le rapport du département d'Etat américain de 2017 a développé que de janvier à septembre 2016, les forces de sécurité seraient impliquées dans 13 cas de torture et 19 exécutions illégales. Le département d'Etat américain ajoute que de janvier à juillet 2016, 291 plaintes ont été enregistrées en raison d'homicides aggravés par des agents de l'Etat<sup>67</sup>.

Jorge Molano, un spécialiste des disparitions forcées, explique lors de la présentation du rapport du CINEP en mai 2017 que dans certaines régions du nord-est du pays, il semble y avoir un plan pour « décapiter les leaders sociaux ». En effet, 80 arrestations par la police et le parquet dans le département du Cesar démontrent un « objectif de persécution contre les activités développées par les leaders sociaux dans le pays ». Le spécialiste interprète cela comme une annihilation de la

<sup>56</sup> La Tercera (Fuentes F.), 07/01/2017, [url](#)

<sup>57</sup> Carlos Antonio Lozada est un commandant des FARC dont l'histoire est racontée par un journaliste du New Yorker. The New Yorker (Anderson J.), 01/05/2017, [url](#)

<sup>58</sup> The New Yorker (Anderson J.), 01/05/2017, [url](#)

<sup>59</sup> United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#)

<sup>60</sup> ICG, 31/01/2017, [url](#)

<sup>61</sup> ICRC, 09/03/2017, [url](#)

<sup>62</sup> UNHCR, 02/2017, [url](#)

<sup>63</sup> InSight Crime, 09/03/2017, [url](#)

<sup>64</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>65</sup> AI, 03/2017, [url](#)

<sup>66</sup> Agencia DPA via El Comercio, 03/05/2017, [url](#)

<sup>67</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

protestation sociale et de la lutte pour la protection des droits humains dans le chef des institutions de sécurité<sup>68</sup>.

Selon la plupart des sources dont AI, HRW, le département d'Etat américain, INDEPAZ, PARES et un reportage diffusé sur Arte<sup>69</sup>, certains membres des forces de sécurité ont été accusés de tolérer les activités de bandes criminelles, voire de collaborer avec celles-ci, parmi lesquelles figurent d'anciens paramilitaires.

L'ELN a revendiqué un attentat à la bombe à Bogotá survenu le 19 février 2017, tuant un policier et blessant une vingtaine de personnes, dont de nombreux policiers<sup>70</sup>. Selon plusieurs sources<sup>71</sup>, le Clan du Golfe et l'ELN ont initié le 4 mai 2017 un plan criminel appelé *plan pistola* visant à attaquer systématiquement les membres de la force publique, ce que le clan précité a formellement nié dans un communiqué<sup>72</sup>. Au 1<sup>er</sup> juin 2017, ce plan a causé la mort de douze personnes, dont onze policiers<sup>73</sup>. Un article de presse daté du 3 juin 2017 évoque quant à lui un bilan de dix décès de « personnes en uniforme » en « deux mois » et l'arrestation d'un présumé coordinateur de ce plan<sup>74</sup>.

### 3.2. Les guérillas

Contrairement à l'ELN<sup>75</sup>, les FARC<sup>76</sup> ne figurent plus parmi les organisations terroristes en ce qui concerne l'Union européenne. Les Etats-Unis semblent conserver provisoirement les deux mouvements sur leur liste des organisations terroristes<sup>77</sup>.

Le rapport annuel d'AI publié en 2017 explique que l'ELN, soit le second plus gros mouvement rebelle du pays<sup>78</sup>, et les FARC, le mouvement rebelle majeur avant la ratification en novembre 2016 de l'accord de paix avec le gouvernement, ont continué en 2016 de perpétrer des violations de droits humains, bien qu'une diminution des cas soit observée du côté des FARC au gré du processus du paix<sup>79</sup>. Les guérillas ont été impliquées dans des exécutions illégales dont on ignore le nombre, d'après le rapport 2017 du département d'Etat américain<sup>80</sup>.

Des retards sont observés dans le processus de démobilisation et de désarmement des FARC prévu sur une période de six mois, en vertu de l'accord de paix signé le 24 novembre 2016 par le gouvernement et cette guérilla<sup>81</sup>. D'après un article paru dans *Mo\* mondiaal nieuws* en janvier 2017, des corridors sous supervision de casques bleus sont créés pour le désarmement des anciens combattants FARC. Dans ces corridors se situent des camps de réintégration pour les anciens combattants qui reçoivent une préparation à la vie en dehors de la guérilla, en échange de leurs armes<sup>82</sup>. Selon les sources, 6.800<sup>83</sup> ou 6.900<sup>84</sup> membres des FARC sont concentrés depuis février 2017 dans 26 camps, où ils se préparent à réintégrer la vie légale, et ont déjà entamé le processus

<sup>68</sup> Agencia DPA via El Comercio, 03/05/2017, [url](#)

<sup>69</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; ARTE, 21/04/2017, [url](#) ; HRW, 12/01/2017, [url](#) ; AI, 03/2017, [url](#) ; INDEPAZ, 01/2017, [url](#) ; PARES (Valencia L., et al.), 31/01/2017, [url](#)

<sup>70</sup> United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#) ; El Espectador, 18/06/2017, [url](#)

<sup>71</sup> INDEPAZ (Espitia C.), 01/06/2017, [url](#) ; El Heraldo, 03/06/2017, [url](#) ;

<sup>72</sup> Autodefensas Gaitanistas de Colombia, 21/05/2017, [url](#)

<sup>73</sup> INDEPAZ (Espitia C.), 01/06/2017, [url](#)

<sup>74</sup> El Heraldo, 03/06/2017, [url](#)

<sup>75</sup> Conseil de l'UE, 17/01/2017, [url](#)

<sup>76</sup> Conseil de l'UE, 27/09/2016, [url](#)

<sup>77</sup> USDOS, s.d., [url](#)

<sup>78</sup> BBC, 08/02/2017, [url](#) ; United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#)

<sup>79</sup> AI, 03/2017, [url](#)

<sup>80</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>81</sup> AI, 03/2017, [url](#) ; United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#)

<sup>82</sup> Mo\* mondiaal nieuws (Willems E.), 26/01/2017, [url](#)

<sup>83</sup> Agencia DPA via El Comercio, 03/05/2017, [url](#)

<sup>84</sup> United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#)

de remise des armes aux Nations unies qui doit se terminer le 1<sup>er</sup> juin 2017<sup>85</sup>. Les FARC sont en proie à de dissensions internes évoquées *supra* dans le paragraphe 2.2. Bilan<sup>86</sup>.

D'après un reportage diffusé sur Euronews en mars 2017, depuis la conclusion de l'accord de paix, les FARC sont en train de quitter le département de Putumayo et de nouveaux équilibres se mettent en place. Hilaire Avril, officier humanitaire de l'UE, explique dans ce reportage que d'autres groupes armés ne sont pas tenus par l'accord de paix et sont en concurrence accrue pour récupérer du terrain, ce qui a pour conséquence des déplacements forcés pour les populations rurales<sup>87</sup>.

Des groupes armés illégaux, y compris l'ELN, ainsi que des groupes de crime organisé (dont certains comptent des membres d'anciens groupes paramilitaires) ont continué en 2016 de commettre de nombreuses violations des droits de l'homme, parmi lesquelles : des assassinats politiques, des assassinats de membres des forces de sécurité et des autorités locales, l'usage répandu de mines anti-personnel et d'engins explosifs improvisés, des kidnappings, des disparitions forcées, des violences sexuelles, la subornation et l'intimidation des juges, procureurs et témoins, des violations des droits à la vie privée de citoyens, des restrictions à la liberté de mouvement, le recrutement et l'usage largement répandus d'enfants soldats, des assassinats, du harcèlement et de l'intimidation d'activistes des droits humains, professeurs et syndicalistes<sup>88</sup>.

Un processus de paix avec l'ELN a été engagé en février 2017 (voir *supra*). L'ELN estime que les pourparlers seront longs et que les discussions devront se poursuivre avec le successeur au président Santos après les présidentielles de 2018. Au contraire, Juan Camilo Restrepo, qui mène les négociations pour le compte du gouvernement, pense que ces pourparlers peuvent être menés à terme sous l'actuel président<sup>89</sup>.

### 3.3. Les groupes successeurs

Les groupes paramilitaires de droite étroitement liés à des forces de sécurité et à des politiciens<sup>90</sup> sont nés dans les années 80<sup>91</sup>. Entre 2003 et 2006, ils ont subi un processus gouvernemental de démobilisation gravement vicié, d'après notamment HRW, AI et Notimérica, dans lequel de nombreux membres sont restés actifs et se sont réorganisés dans de nouveaux groupes<sup>92</sup>. Selon un reportage diffusé sur Arte, ils se sont alors en fait transformés en « cartels secrets et ultra violents »<sup>93</sup> qu'on appelle parfois des « groupes successeurs »<sup>94</sup>, des « new illegal armed groups » (NIAG) ou encore des *grupos armados pos-desmovilización* (PDAG)<sup>95</sup>. Ne reconnaissant pas l'existence du paramilitarisme<sup>96</sup>, le gouvernement utilise le terme « bacrim » (contraction de *bandas criminales*) pour désigner les groupes successeurs et les NIAG<sup>97</sup>. D'après Ariel Ávila, chercheur à la Fundación paz y reconciliación (PARES), relayé par Cable News Network (CNN) en février 2017, il s'agit de groupes qui existent depuis dix-douze ans, qui ont subi un processus de réagencement et qu'on ne peut plus qualifier de paramilitaires. Même si le rapport du NOREF daté d'août 2016 explique que selon la plupart des centres de recherche et des organisations humanitaires et de

<sup>85</sup> Agencia DPA via El Comercio, 03/05/2017, [url](#) ; United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#) ; La Croix (Biassette G.), 28/05/2017, [url](#)

<sup>86</sup> InSight Crime (Gagne D.), 04/05/2017, [url](#)

<sup>87</sup> Euronews, 16/03/2017, [url](#)

<sup>88</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; BMI Research, 04/2017, [url](#)

<sup>89</sup> El Espectador, 05/06/2017, [url](#)

<sup>90</sup> El Colombiano (Velásquez A.), 18/01/2014, [url](#)

<sup>91</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>92</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#) ; AI, 03/2017, [url](#) ; Notimérica, 19/07/2016, [url](#) ; HRW, 29/01/2015, [url](#)

<sup>93</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>94</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#)

<sup>95</sup> OCHA, 08/05/2017, [url](#) ; USIP, 01/02/2017, [url](#)

<sup>96</sup> CNN (Velásquez Loaiza M.), 14/02/2017, [url](#)

<sup>97</sup> NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#) ; El Colombiano (Velásquez A.), 18/01/2014, [url](#)

défense des droits humains, ces groupes sont liés d'une façon ou d'une autre à des activités paramilitaires<sup>98</sup>, il faut, d'après Ariel Ávila, sortir du débat sémantique et s'engager à éviter les homicides [de leaders sociaux]<sup>99</sup>.

Ces groupes, que certains perçoivent comme une menace pour la paix<sup>100</sup>, continuent de commettre des abus généralisés (homicides, disparitions, violences sexuelles, menaces de mort)<sup>101</sup> et bénéficient occasionnellement de la tolérance, voire de la collusion avec des agents de l'Etat<sup>102</sup>. En effet, d'après HRW, au 16 septembre 2016, seuls 180 des plus de 30.000 paramilitaires prétendument démobilisés en 2006 sont condamnés pour des violations des droits humains, et la plupart font appel. La majorité des paramilitaires ne se sont pas soumis au processus Justice et paix et bénéficient d'une amnistie de fait<sup>103</sup>. La loi Justice et paix (loi 975 de 2005), qui offre des peines substantiellement réduites aux paramilitaires démobilisés qui confessent leurs crimes, connaît une application fastidieuse<sup>104</sup>.

L'INDEPAZ a publié en janvier 2017 un rapport dans lequel il affirme que le paramilitarisme a démontré sa capacité d'action en 2016<sup>105</sup>. Le rapport reconnaît qu'il y a des groupes criminels qui ont l'intention de reprendre le territoire abandonné par les FARC<sup>106</sup>. Un rapport de la PARES publié en janvier 2017 signale que des paramilitaires se sont infiltrés dans des institutions de l'Etat et qu'ils ont scellé des alliances avec des agents publics et des gouvernements locaux<sup>107</sup>.

En février 2017 paraît sur CNN un article concernant la recrudescence du phénomène paramilitaire. L'article énonce que le mouvement politique Marcha Patriótica a documenté 300 violations des droits humains par les paramilitaires contre des organisations sociales et populaires au cours des cinq mois précédents<sup>108</sup>.

Le CINEP se dit profondément préoccupé par l'augmentation des menaces et assassinats de la part de groupes paramilitaires contre des leaders sociaux, des paysans et des organisations de défense des droits humains<sup>109</sup>. Un reportage diffusé sur Arte en avril 2017 conclut qu'aujourd'hui, les groupes paramilitaires se sont transformés en « clans maffieux bien décidés à devenir les nouveaux seigneurs du pays »<sup>110</sup>.

D'après Fernando Quijano, présenté comme un spécialiste des mouvements paramilitaires en Colombie dans le documentaire *Colombie : la guerre d'après* diffusé en avril 2017 sur Arte, quatorze ou quinze groupes sont présents dans 22 départements du pays [sur 32 au total]<sup>111</sup>. Ce spécialiste considère que le groupe dominant est le Clan du Golfe (soit le Clan Úsuga<sup>112</sup>, ou encore les Urabeños<sup>113</sup> ou Autodefensas Gaetanistas de Colombia (AGC), fortes de 12 à 15.000 hommes<sup>114</sup>)

<sup>98</sup> NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#)

<sup>99</sup> CNN (Velásquez Loaiza M.), 14/02/2017, [url](#)

<sup>100</sup> RFCS, 08/2016, [url](#) ; Ariel Ávila, chercheur à la PARES, relayé par CNN (Velásquez Loaiza M.), 14/02/2017, [url](#) ; NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#) ; El Espectador, 23/06/2016, [url](#) ; Wienand S., Tremaria S., 01-06/2017

<sup>101</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#) ; AI, 03/2017, [url](#)

<sup>102</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#) ; AI, 03/2017, [url](#) ; ARTE, 21/04/2017, [url](#) ; INDEPAZ, 01/2017, [url](#) ; France culture, 07/12/2016, [url](#)

<sup>103</sup> AI, 03/2017, [url](#)

<sup>104</sup> HRW, 29/01/2015, [url](#)

<sup>105</sup> CNN (Velásquez Loaiza M.), 14/02/2017, [url](#)

<sup>106</sup> CNN (Velásquez Loaiza M.), 14/02/2017, [url](#)

<sup>107</sup> PARES (Valencia L., et al.), 31/01/2017, [url](#)

<sup>108</sup> CNN (Velásquez Loaiza M.), 14/02/2017, [url](#)

<sup>109</sup> Agencia DPA via El Comercio, 03/05/2017, [url](#)

<sup>110</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>111</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>112</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>113</sup> Bloomberg (Bristow M.), 08/02/2017, [url](#) ; El Mundo, 13/05/2017, [url](#)

<sup>114</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

Selon l'INDEPAZ, les paramilitaires sont présents dans 31 départements<sup>115</sup>. Les clans se financent par le narcotrafic et l'exploitation de mines d'or<sup>116</sup>. D'après l'ONU, citée dans l'émission susmentionnée, les mines illégales d'or génèrent deux fois plus de bénéfices que le narcotrafic<sup>117</sup>.

Fernando Quijano indique que les clans disposent d'une structure tentaculaire, y compris dans les villes comme Medellín, où ils sous-traitent avec des gangs. Selon ce spécialiste, « Trafic de drogue, prêts sur gage, extorsion, prostitution, les clans taxent chaque strate du crime, et avec l'argent, ils s'achètent l'impunité ». Les paramilitaires s'achètent une protection officielle auprès de policiers, juges, militaires et politiques<sup>118</sup>. L'émission se clôt sur le constat que « Tant que cette structure parallèle existe et l'argent qui la maintient, la paix ne sera pas totale en Colombie »<sup>119</sup>.

## 4. Typologie de la violence

Des groupes armés s'affrontent entre eux et avec des forces de l'ordre, faisant des victimes civiles. C'est ce qu'illustre un article de la BBC publié en juin 2017 à travers l'exemple de la localité d'Iscuanda sur la Côte Pacifique. L'article explique que les zones délaissées par les FARC font l'objet d'une recrudescence de combats entre différents mouvements armés, motivés à reprendre le juteux narcotrafic et l'exploitation illégale de mines d'or. L'article raconte en l'espèce qu'une famille a dû fuir la résidence familiale, prise à partie dans un conflit entre l'ELN et un autre mouvement armé dont elle ignore l'identité, suspectée d'avoir caché des armes pour ce mouvement. Elle a dû se réinstaller dans la ville la plus proche et le père a perdu son emploi en raison de l'insécurité<sup>120</sup>.

Les déplacements forcés, les assassinats sélectifs, les agressions envers les leaders sociaux ou communautaires, les journalistes, les syndicalistes et les défenseurs des droits humains, les violences faites aux femmes et enfin les tortures et les mauvais traitements ne sont pas commis par les seules FARC ni uniquement dans le cadre du conflit armé. La conclusion de l'accord de paix présente à cet égard des défis, selon le Réseau France Colombie solidarités<sup>121</sup>.

Au chapitre des prisonniers politiques, le rapport 2017 du département d'Etat américain note que les autorités ont détenu quelques membres de mouvements de défense des droits de l'homme, accusés de conspiration, rébellion ou terrorisme, ce qui a été décrit par ces groupes comme des mesures de harcèlement à leur encontre<sup>122</sup>.

Traditionnellement, la Colombie présente des chiffres parmi les plus élevés au monde en termes de disparitions forcées. A peu près 30.000 cas ont été enregistrés au cours des quatre dernières décennies, parmi lesquels on compte des activistes des droits humains, des syndicalistes, des Afro-Colombiens, des indigènes et des fermiers dans des zones de conflit rurales<sup>123</sup>. Selon le Comité des disparitions forcées des Nations unies cité par AI dans son rapport annuel 2017, le nombre de disparitions forcées a diminué ces dernières années. Que ce soit pour des motifs politiques<sup>124</sup> et/ou financiers<sup>125</sup>, ces disparitions attribuées à l'ELN, à des bandes armées et à d'ordinaires criminels, ont continué à survenir courant 2016, d'après le rapport du département d'Etat américain 2017. Le

<sup>115</sup> INDEPAZ, 01/2017, [url](#)

<sup>116</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>117</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>118</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>119</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>120</sup> BBC (Cosoy N.), 17/06/2017, [url](#)

<sup>121</sup> RFCS, 08/2016, [url](#)

<sup>122</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>123</sup> CIA, 01/05/2017, [url](#)

<sup>124</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>125</sup> BBC, 08/02/2017, [url](#)

Comité des disparitions forcées des Nations unies s'est dit préoccupé par leur persistance ainsi que par la persistance de l'impunité<sup>126</sup>. Parmi les victimes, le rapport du département d'Etat américain cite un gradé militaire, un civil, un ancien député, un ancien gouverneur, des journalistes<sup>127</sup>. Selon un article de la BBC, l'ELN compte sur les rançons obtenues par les kidnappings pour financer ses activités<sup>128</sup>. Citée dans le rapport 2017 du département d'Etat américain, l'ONG Fundacion País Libre a recensé entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 30 juin 2016 un total de 320 personnes enlevées, dont 179 pour des motifs d'extorsion. L'ELN a continué à prendre des otages contre rançon et pour des motifs politiques. Dans 1.010 sur les 1.115 municipalités que compte le pays, a eu lieu un enlèvement<sup>129</sup>.

Le déplacement forcé est traité dans le chapitre 7 qui lui est exclusivement réservé.

En ce qui concerne la torture, l'ONG CINEP, citée dans le rapport 2017 du département d'Etat américain, a identifié parmi les auteurs de torture en 2016 des bandes criminelles, non davantage précisées<sup>130</sup>. De nombreux cas de maltraitance de civils et de prisonniers, y compris des blessés et des malades, par des membres de l'ELN sont signalés en 2016<sup>131</sup>. Dans le reportage *Colombie : la guerre d'après*, on découvre une *casa de pique*, soit une maison où les paramilitaires découpent leurs victimes en morceaux. Les parties du corps sont attachées avec du fil de fer à des pierres avant d'être jetées dans le fleuve Cauca. Parmi les victimes figurent également des membres du clan qui ont désobéi à un ordre ou volé de l'argent<sup>132</sup>.

D'après la Direction pour l'action intégrale contre les mines anti-personnel (DAICMA), une instance officielle<sup>133</sup> citée par le rapport 2017 du département d'Etat américain, des mines anti-personnel et des dispositifs explosifs improvisés placés principalement par les FARC et l'ELN ont fait onze morts et 63 blessés entre le 1<sup>er</sup> janvier et fin octobre 2016. La plupart des blessés sont des membres des forces armées<sup>134</sup>. La Colombie est le pays le plus affecté au monde par les mines anti-personnel, après l'Afghanistan, avec quelque 11.500 victimes dont 2.000 morts, selon un article paru sur le site de la Radio télévision belge francophone (RTBF)<sup>135</sup>.

De nombreuses organisations internationales et ONG signalent que la violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles constitue toujours en 2016 un des principaux outils utilisés par les groupes armés illégaux pour instiller la peur et forcer le déplacement<sup>136</sup>.

L'ELN continue à procéder au recrutement forcé de mineurs. D'après les Nations unies, citées dans le rapport 2017 du département d'Etat américain, des groupes armés ont tué ou menacé de mort des enfants suspectés d'être des informateurs de l'armée. Selon cette source, on rapporte que les FARC et d'autres groupes armés illégaux utilisent les enfants comme combattants et recruteurs d'autres enfants pour opérer comme espions, rassembler du renseignement, cultiver des narcotiques et fournir un soutien logistique. On rapporte également un trafic sexuel impliquant ces mineurs<sup>137</sup>.

Un rapport du NOREF publié en août 2016 indique que le phénomène de l'extorsion a nettement augmenté ces dernières années, surtout la micro-extorsion. L'impression qu'elle a augmenté est

<sup>126</sup> AI, 03/2017, [url](#)

<sup>127</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>128</sup> BBC, 08/02/2017, [url](#)

<sup>129</sup> Colombia plural, 21/11/2016, [url](#)

<sup>130</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>131</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>132</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>133</sup> Dirección para la acción integral contra minas antipersonal [site web], [url](#)

<sup>134</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>135</sup> RTBF, 11/04/2017, [url](#)

<sup>136</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#)

<sup>137</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

unanime. La méthode d'extorsion appelée « vaccin » (*vacuna*) s'est répandue à tous les secteurs et permet de gagner de l'argent et de l'influence dans les villes de toutes tailles<sup>138</sup>.

Deux incidents de nature terroriste<sup>139</sup> ont eu lieu à Bogotá en 2017, d'après le journal *El Espectador*. Le premier, visant des forces de l'ordre et revendiqué par l'ELN s'est produit le 17 février 2017 (voir *supra* 3.1. Les forces de sécurité). Le second est survenu le 18 juin 2017 dans le centre commercial Andino du Nord de Bogotá, fréquenté par la classe moyenne supérieure fortunée et des touristes<sup>140</sup>.

## 5. Cibles de la violence

Courant 2016, AI observe pour les civils une « désescalade des hostilités entre les forces de sécurité et les FARC » entraînant une réduction importante des assassinats, des déplacements forcés, des disparitions forcées, des prises en otage, de la torture, des explosions de mines anti-personnel, imputables aux forces de sécurité, aux groupes paramilitaires et aux guérillas<sup>141</sup>. Cela n'empêche pas l'organisation d'évoquer pour la même période « une recrudescence d'homicides » de défenseurs des droits humains, dont des dirigeants indigènes, des Afro-Colombiens et des paysans<sup>142</sup>. Le centre de recherche International Center for Not-for-Profit Law affirme le 10 mars 2017 que la Colombie est un des pays les plus dangereux au monde pour les leaders mentionnés *supra*<sup>143</sup>. Le Conseil de sécurité des Nations unies mentionne dans son rapport du 24 mars 2017 que cette « tendance inquiétante » se poursuit dans les premiers mois de 2017<sup>144</sup>. Dans un commentaire publié le 28 avril 2017, le WOLA précise que les violences « se poursuivent à un rythme effréné » envers les cibles susmentionnées, auxquelles il ajoute des syndicalistes et des journalistes<sup>145</sup>.

D'après l'ONG CODHES reprise dans le rapport 2017 du département d'Etat américain, huit défenseurs de la restitution des terres ont été tués de janvier à août 2016, une personne exigeant la restitution de terres et deux employés d'une unité de restitution de terres ont été tués, dix leaders exigeant la restitution des terres et huit membres d'ONG ont reçu des menaces<sup>146</sup>.

Leader d'une association de paysans dans la Vallée d'Itwango à 200 km de Medellín, Costeño Anañas confie dans une émission intitulée *Colombie : la guerre d'après* diffusée sur Arte en avril 2017 : « Les clans paramilitaires investissent les lieux, ils ont déjà 80-90% de la région. Les paysans ne se sentent pas protégés ». On apprend dans l'émission que le paysan qui veut suivre les accords de paix et donc cesser la culture de coca va devenir une cible pour les bandes criminelles qui vivent du narcotrafic<sup>147</sup>. L'émission d'Arte illustre que les paysans ne sont pas les seuls ciblés par les paramilitaires. Des familles qui habitent un lieu qu'ils considèrent comme stratégique sont priées de déguerpir immédiatement, par voie de lettres de menace. Ainsi, plus de 80 personnes ont quitté la Vallée au cours des quatre premiers mois de 2017 et deux ou trois membres d'une famille ont été assassinés alors même qu'ils étaient en train de déménager<sup>148</sup>.

Des défenseurs des droits humains, en particulier des dirigeants communautaires, des militants des droits à la terre et des défenseurs de l'environnement, de la paix et de la justice, font l'objet de

<sup>138</sup> NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#)

<sup>139</sup> Le maire de Bogotá Enrique Peñalosa a qualifié l'incident de « lâche attentat terroriste ».

<sup>140</sup> *El Espectador*, 18/06/2017, [url](#)

<sup>141</sup> AI, 03/2017, [url](#)

<sup>142</sup> AI, 03/2017, [url](#) ; NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#)

<sup>143</sup> International Center for Not-for-Profit Law, 10/03/2017, [url](#)

<sup>144</sup> United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#)

<sup>145</sup> WOLA (Sánchez-Garzoli G.), 28/04/2017, [url](#)

<sup>146</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>147</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>148</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#) ; UNHCR, 09/2015, [url](#)

menaces d'homicides, pour la plupart attribuées aux paramilitaires, mais aussi à des tueurs à gages et à des éléments du crime organisé<sup>149</sup>. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 8 décembre 2016, 75 défenseurs des droits humains ont été tués (contre 63 en 2015), généralement en dehors d'affrontements entre belligérants, d'après l'ONG Somos defensores, citée par AI<sup>150</sup>. Cette ONG situe la majeure partie des agressions dans les départements de Cauca, Antioquia, Valle de Cauca, Norte de Santander et Cundinamarca<sup>151</sup>. Le rapport 2017 de HRW évoque que le Haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies a documenté 28 assassinats de défenseurs des droits humains et leaders communautaires entre janvier et septembre 2016<sup>152</sup>. Selon le rapport 2017 du département d'Etat américain, leur liberté d'association a été entamée et des ONG ont par ailleurs dénoncé un usage excessif de la force par les unités anti-émeutes de la police à l'occasion de manifestations<sup>153</sup>. Plusieurs ONG disent avoir fait l'objet de menaces sous forme de courriers électroniques, de courrier postal, d'appels téléphoniques, de faux avis nécrologiques, ou encore de cercueils ou de couronnes mortuaires<sup>154</sup>. D'après l'ONG Defensoría del pueblo, qui œuvre à la défense des droits humains en Colombie, 156 activistes ont été assassinés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 1<sup>er</sup> mars 2017<sup>155</sup>. Selon Carlos Guevara, l'un des responsables à Bogotá de Somos defensores, un « programme qui fournit plusieurs types d'aide (logistique, juridique...) aux défenseurs des droits de l'homme », sur 193 agressions de tout type ayant visé des défenseurs des droits de l'homme au cours du premier trimestre 2017, 43 cas ont été dénombrés dans le Cauca<sup>156</sup>.

Les dirigeants communautaires constituent un profil à risque<sup>157</sup>, désignés comme « cibles militaires » par les Autodefensas Gaitanistas de Colombia (AGC)<sup>158</sup>. Une émission diffusée sur Arte chiffre à 116 les leaders sociaux qui ont été assassinés en 2016, soit un tous les trois jours<sup>159</sup>. Un article paru en janvier 2017 dans le journal *El País* indique que les paramilitaires tuent les leaders sociaux « comme des parasites »<sup>160</sup>.

Certains dirigeants indigènes sont menacés de mort et/ou retenus en otages par des groupes de guérilla<sup>161</sup>. AI publie en avril 2017 un article sur une vague d'assassinats d'indigènes, qui d'après lui jette le doute sur l'efficacité des mesures mises en œuvre par le gouvernement pour progresser dans le processus de paix. Six indigènes ont été tués dans la semaine qui a précédé l'article, dans les départements de Chocó, Cauca et Nariño, touchant les communautés Wounan, Nasa, Awá et ce, alors que l'un d'eux faisait l'objet de mesures de protection par l'Unité nationale de protection. Erika Guevara-Rosas, directrice Amériques auprès d'AI, explique que ces crimes mettent en évidence un des challenges majeurs dans l'implémentation du processus de paix, à savoir la protection des communautés vivant dans les zones qui ont été le plus affectées par le conflit armé. La même source considère que l'assassinat de cette personne est une claire illustration de l'inefficacité des mesures mises en place par le gouvernement pour protéger les leaders et les membres des communautés indigènes<sup>162</sup>. Dans le Chocó, le conflit entre les AGC et l'ELN a gravement limité la

<sup>149</sup> United Kingdom Foreign and Commonwealth Office, 08/02/2017, [url](#) ; UNHCR, 02/2017, [url](#) ; United Nations Security Council, 24/03/2017, [url](#) ; USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; La Croix (Biassette G.), 28/05/2017, [url](#)

<sup>150</sup> AI, 03/2017, [url](#)

<sup>151</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>152</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#)

<sup>153</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>154</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>155</sup> Diario Co Latino, 09/06/2017, [url](#)

<sup>156</sup> La Croix (Biassette G.), 28/05/2017, [url](#)

<sup>157</sup> United Kingdom Foreign and Commonwealth Office, 08/02/2017, [url](#) ; UNHCR, 02/2017, [url](#) ; UNHCR, 10/03/2017, [url](#)

<sup>158</sup> AI, 03/2017, [url](#)

<sup>159</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>160</sup> El País (Fuente J.), 31/01/2017, [url](#)

<sup>161</sup> AI, 03/2017, [url](#) ; United Kingdom Foreign and Commonwealth Office, 08/02/2017, [url](#) ; UNHCR, 09/2015, [url](#)

<sup>162</sup> AI, 21/04/2017, [url](#)

liberté de nombreuses communautés indigènes de quitter leur ville<sup>163</sup>. Par ailleurs, d'après le rapport 2017 de Human Rights Watch, les peuples indigènes de Colombie souffrent de limitations disproportionnées de leurs droits sociaux et économiques, tels que par exemple l'accès à l'eau<sup>164</sup>. Selon le rapport 2017 du département d'Etat américain, leur liberté d'association a été entamée par des menaces et actes de violence de la part de groupes armés illégaux et des ONG ont dénoncé un usage excessif de la force par les unités anti-émeutes de la police à l'occasion de manifestations<sup>165</sup>. Le Forum permanent des Nations unies pour les questions indigènes a reçu des signalements de viol, de recrutement forcé, d'utilisation de mineurs comme informateurs<sup>166</sup>. L'ONG Organización nacional indígena de Colombia (ONIC) a recensé onze indigènes tués entre janvier et septembre 2016<sup>167</sup>.

Les populations afro-colombiennes sont concernées de manière disproportionnée par le déplacement interne, tout comme les populations indigènes, d'après de nombreuses sources (voir chapitre 7. Déplacements de la population)<sup>168</sup>. Dans le Chocó, le conflit entre les AGC et l'ELN a gravement limité en 2016 la liberté de nombreuses communautés afro-colombiennes de quitter leur ville<sup>169</sup>. Selon l'Asociación nacional de Afrocolombianos desplazados (AFRODES), douze jeunes Afro-colombiens ont été assassinés à Bogotá et à Soacha en 2017, et plus de six mille Afro-colombiens ont été déplacés depuis novembre 2016 dans le Pacífico. L'association a diffusé un communiqué le 8 juin 2017 à l'occasion de l'assassinat d'un défenseur des droits humains d'origine afro-colombienne<sup>170</sup>. La Comisión interamericana de derechos humanos (CIDH) avait auparavant suggéré au gouvernement d'adopter des mesures de sécurité pour des membres de l'AFRODES<sup>171</sup>. Cet assassinat a été condamné par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), par la directrice Amériques auprès d'AI, qui a rappelé la nécessité des mesures qui viennent d'être évoquées, et par la Defensoría del pueblo<sup>172</sup>.

Certains journalistes sont menacés de mort, intimidés, retenus en otages ou éliminés par des paramilitaires ou des guérilleros<sup>173</sup>. Un reportage diffusé sur Arte en avril 2017 suit à un moment le journaliste Leiderman Ortiz, qui n'hésite pas à afficher des photos de chefs de clans dans son journal *La vérité du peuple*. Il a subi quatre tentatives d'assassinat, vit et travaille dans une maison équipée d'un circuit de caméras, de vitres blindées, d'une porte blindée. Il se déplace en véhicule blindé muni d'un gilet pare-balles et escorté par quatre gardes du corps armés assignés par l'Unité nationale de protection<sup>174</sup>. La Fundación para la libertad de prensa (FLIP), une ONG colombienne active en matière de liberté de la presse, citée dans le rapport 2017 de HRW, a recensé des menaces contre 91 journalistes entre janvier et octobre 2016<sup>175</sup>. Cette Fondation, également reprise dans le rapport annuel du département d'Etat américain, a rapporté, pour la période allant de janvier à août 2016, 144 incidents de violence et harcèlement contre des journalistes, 52 menaces visant parfois

<sup>163</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#)

<sup>164</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#)

<sup>165</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>166</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>167</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>168</sup> ICRC, 09/03/2017, [url](#) ; USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; CIA, 01/05/2017, [url](#) ; The Irish Times (McKechnie D.), 03/05/2017, [url](#) ; UNHCR, 02/2017, [url](#) ; OCHA, 08/05/2017, [url](#) ; HRW, 12/01/2017, [url](#) ; UNHCR, 09/2015, [url](#) ; UNHCR, 10/03/2017, [url](#)

<sup>169</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#)

<sup>170</sup> Notimérica, 08/06/2017, [url](#) ; Sputnik, 08/06/2017, [url](#)

<sup>171</sup> Sputnik, 08/06/2017, [url](#)

<sup>172</sup> Diario Co Latino, 09/06/2017, [url](#)

<sup>173</sup> AI, 03/2017, [url](#) ; USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; ARTE, 21/04/2017, [url](#) ; France culture, 07/12/2016, [url](#) ; UNHCR, 09/2015, [url](#)

<sup>174</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>175</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#)

plusieurs journalistes simultanément, une détention arbitraire, 33 agressions et 17 cas de stigmatisation<sup>176</sup>.

Les syndicalistes font l'objet d'homicides<sup>177</sup>. L'école nationale du travail, la principale ONG colombienne en matière des droits du travail, citée dans le rapport 2017 de HRW, a recensé 18 assassinats de syndicalistes entre janvier 2015 et février 2016. D'après le rapport 2017 du département d'Etat américain, leur liberté d'association a été entamée par des menaces et actes de violence de la part de groupes armés illégaux et des ONG ont dénoncé un usage excessif de la force par les unités anti-émeutes de la police à l'occasion de manifestations<sup>178</sup>.

Parmi les cibles de la violence figurent également des membres du clan qui ont désobéi à un ordre ou volé de l'argent<sup>179</sup>.

Le département d'Etat américain est la seule source à rapporter que des enseignants et leurs familles ont fait l'objet d'assassinats, de menaces, de harcèlement, de déplacement forcé de la part de guérillas et de bandes criminelles organisées, pour des motifs politiques et financiers, souvent car ils représentaient la seule présence gouvernementale dans une région reculée. De nombreux éducateurs et étudiants ont adopté un profil bas et ont évité des sujets controversés à cause des menaces et du harcèlement<sup>180</sup>.

D'après le rapport 2017 de HRW, les violences basées sur le genre sont répandues<sup>181</sup> et selon un rapport britannique paru en février 2017, elles ont augmenté en 2016<sup>182</sup>. Les auteurs en sont des guérilleros et des paramilitaires<sup>183</sup>. Un décret gouvernemental publié en août 2016 crée une commission chargée de développer un programme exhaustif de garantie pour « les femmes dirigeantes et défenseuses des droits humains »<sup>184</sup>. Une enquête clôturée en 2016 démontre que les FARC ont instauré une politique de violence sexuelle contre les femmes au moins depuis 1997<sup>185</sup>. En juillet 2015, le *femicide*, soit le meurtre d'une femme en raison de son genre, est devenu un crime<sup>186</sup>.

Le 15 mai 2015, un accord est conclu sur la démobilisation des individus mineurs au sein des FARC<sup>187</sup>. Une étude de l'Université de la Sabana portant sur l'impact du conflit sur les mineurs, relayée par un article paru dans *El País* le 14 novembre 2016, indique que la plupart des plaintes déposées par des mineurs auprès de l'Unité des victimes concernent principalement le déplacement forcé mais aussi des attentats terroristes, de l'abus sexuel ou encore du recrutement<sup>188</sup>. L'étude démontre que les principales conséquences psycho-sociales pour les enfants sortis des groupes criminels sont l'altération du raisonnement, le repli, l'anxiété et la dépression, les problèmes de comportement, les problèmes sociaux, les problèmes d'attention et de concentration et les traumatismes<sup>189</sup>.

Le dernier paragraphe du titre 3.1. Les forces de sécurité évoque *supra* les membres des forces de l'ordre ciblés par l'ELN et l'AGC.

<sup>176</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>177</sup> AI, 03/2017, [url](#) ; HRW, 12/01/2017, [url](#) ; WOLA (Sánchez-Garzoli G.), 28/04/2017, [url](#) ; United Kingdom Foreign and Commonwealth Office, 08/02/2017, [url](#)

<sup>178</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; UNHCR, 09/2015, [url](#)

<sup>179</sup> ARTE, 21/04/2017, [url](#)

<sup>180</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>181</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#)

<sup>182</sup> United Kingdom Foreign and Commonwealth Office, 08/02/2017, [url](#)

<sup>183</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#)

<sup>184</sup> AI, 03/2017, [url](#)

<sup>185</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>186</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#)

<sup>187</sup> RFCS, 08/2016, [url](#)

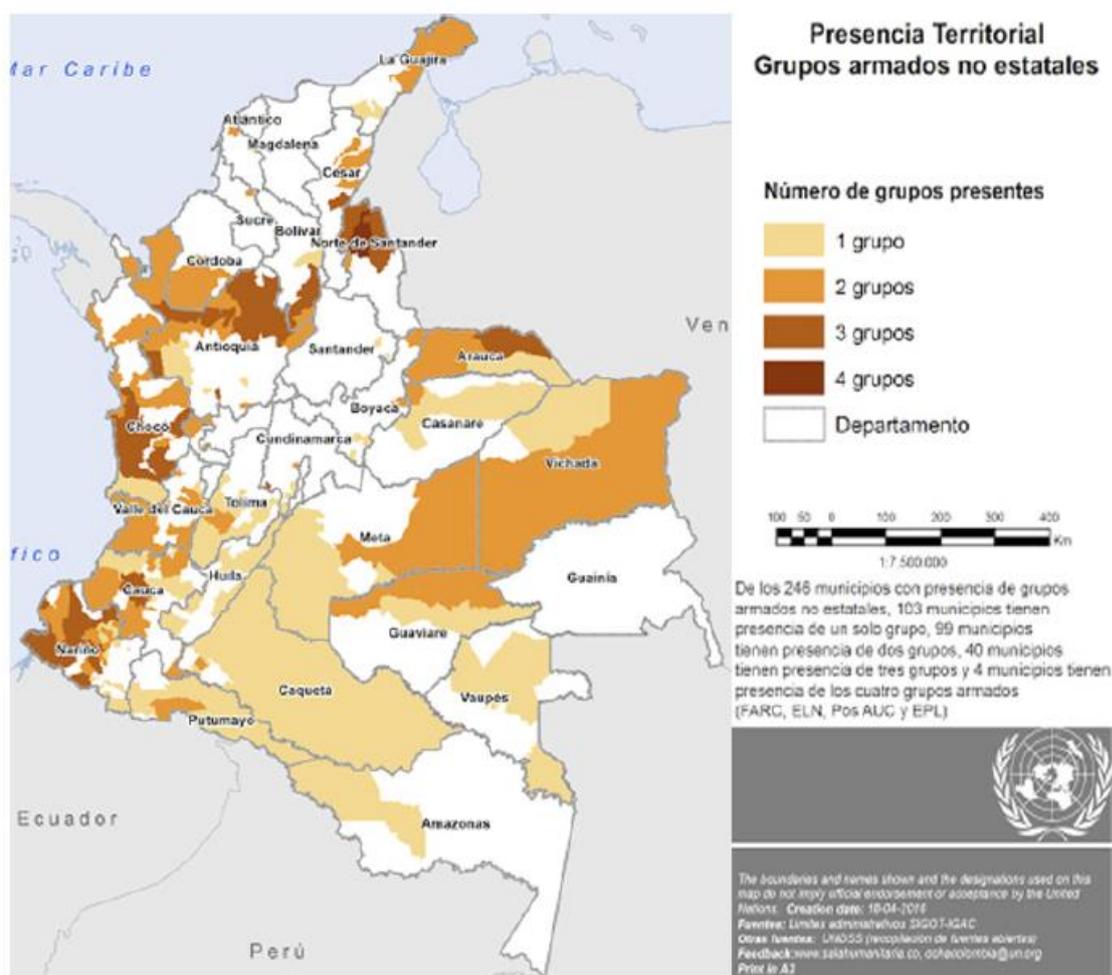
<sup>188</sup> El País, 14/11/2016, [url](#) ; NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#)

<sup>189</sup> El País, 14/11/2016, [url](#)

Le Cedoca invite à consulter le document du HCR intitulé *Eligibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum seekers from Colombia* et daté de septembre 2015, pour davantage de précisions sur les cibles de la violence<sup>190</sup>.

## 6. Répartition géographique des violences

En août 2016, le NOREF publie dans un rapport une mise en carte des mouvements armés non-étatiques, correspondant vraisemblablement à une carte des majeures violations des droits humains.



Présence territoriale des groupes armés non étatiques<sup>191</sup>

D'après un article publié sur CNN en octobre 2016, la cartographie des résultats du référendum de 2016 révèle que les départements qui ont le plus souffert du conflit (Cauca, Chocó, Córdoba, Guaviare, Nariño, Putumayo, Vaupés, « entre autres »), soit la partie rurale du pays, ont voté majoritairement en faveur du oui. Les départements plus urbains, qui n'ont pas souffert aussi directement du conflit, ont voté non. Paradoxalement, le département d'Antioquia, qui a pourtant

<sup>190</sup> UNHCR, 09/2015, [url](#)

<sup>191</sup> Document interne UMAIC partagé avec OCHA, 2016, repris dans NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#)

été gravement frappé par le conflit<sup>192</sup>, a voté non. Selon l'analyse de l'expert politique Hernando Gómez Buendía reprise dans l'article, le conflit se vit dans les zones isolées du pays, « à la périphérie, dans les forêts, dans les campagnes »<sup>193</sup>.



Les zones vertes ont voté oui, les zones oranges ont voté non<sup>194</sup>

Une étude portant sur l'impact du conflit sur les mineurs, relayée par un article paru dans *El País* le 14 novembre 2016, indique que les départements du Cauca et du Valle del Cauca font partie des zones les plus touchées par « la guerre » dans tout le pays<sup>195</sup>.

En février 2017, le HCR informe dans un feuillet mettant à jour les informations-clé sur le pays, que « dans de nombreuses parties du pays [non précisées], l'augmentation de la violence par de nouveaux acteurs armés comporte des risques humanitaires et de protection »<sup>196</sup>.

Selon le dernier rapport annuel d'AI paru en février 2017, la recrudescence des violences à l'encontre de défenseurs des droits humains, notamment des dirigeants indigènes, des Afro-colombiens et des paysans, survient en particulier dans des régions suscitant l'intérêt du secteur

<sup>192</sup> Le département d'Antioquia est le département comptant le plus de victimes, selon le Registro nacional de víctimas, qui recense 1.434.588 personnes affectées par la violence.

<sup>193</sup> CNN, 03/10/2016, [url](#)

<sup>194</sup> CNN, 03/10/2016, [url](#)

<sup>195</sup> El País, 14/11/2016, [url](#)

<sup>196</sup> UNHCR, 02/2017, [url](#)

agro-industriel ou de l'industrie extractive ou dans les zones concernées par des projets d'infrastructures<sup>197</sup>.

L'ONG Somos defensores, citée dans les rapports annuels 2017 d'AI<sup>198</sup> et du département d'Etat américain<sup>199</sup>, situe la majeure partie des agressions dans les départements de Cauca, Antioquia, Valle del Cauca, Norte de Santander et Cundinamarca.

En mars 2017, le HCR met en évidence les combats entre groupes armés (sans préciser lesquels) pour le contrôle territorial de la côte Pacifique, qui occasionnent le déplacement de 3.549 personnes, soit 913 familles, depuis le début de 2017. Le HCR se dit gravement préoccupé par l'augmentation des déplacements internes qui touchent en particulier les départements ruraux Chocó, Cauca, Valle del Cauca et Nariño,

« surtout Buenaventura [le principal port colombien sur le Pacifique] et Bajo Calima, dans le département de Valle del Cauca ; les communautés de Litoral San Juan, Lloró, Alto Baudó et Domingodó dans le département de Chocó ; Timbiquí à Cauca ; ainsi que Santa Barbara de Iscuandé et la communauté rurale d'El Pital (proche de Tumaco) dans le département de Nariño »<sup>200</sup>.

Dans un communiqué diffusé le 21 mars 2017, la directrice d'AI pour les Amériques s'inquiète de la vivacité du conflit qui sévit « dans différentes parties de la Colombie », sans préciser lesquelles<sup>201</sup>.

Le rapport du CINEP publié en mai 2017 précise que les départements les plus affectés par les violations des droits humains en 2016 sont Boyacá, Cauca, Valle del Cauca, Norte de Santander, Atlántico, Antioquia, Santander et Chocó<sup>202</sup>.

Les villes ne sont pas pour autant épargnées par la violence. En juin 2017, *The New York Times* mentionne que d'après « certains analystes », « l'augmentation de la violence dans des villes » colombiennes est liée à la volonté de l'ELN d'extorquer des concessions de la part du gouvernement à la table des négociations<sup>203</sup>. *El Colombiano* va dans le même sens, sans pour autant incriminer l'ELN spécifiquement, lorsque ce journal indique le 19 juin 2017 que des experts en sécurité et en conflit armé voient dans l'attentat survenu le 17 juin 2017 une façon « de lancer un appel au gouvernement, de le mettre sous pression, ou tout simplement de le déstabiliser »<sup>204</sup> [traduction]<sup>205</sup>.

La répartition géographique des violences en Colombie varie largement en fonction de multiples facteurs. La combinaison de ces facteurs est complexe et comprend notamment le nombre d'auteurs de violences, le nombre de cibles, l'intensité des violences, la typologie des violences<sup>206</sup>.

## 7. Déplacements de la population

D'après le rapport du département d'Etat américain de 2017, le déplacement forcé constitue l'un des trois problèmes majeurs en matière de droits humains<sup>207</sup>. Ce rapport impute le déplacement de populations à prédominance rurale et pauvre à la présence de trafiquants de drogue, de guérillas et

<sup>197</sup> AI, 22/02/2017, [url](#)

<sup>198</sup> AI, 22/02/2017, [url](#)

<sup>199</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>200</sup> UNHCR, 10/03/2017, [url](#)

<sup>201</sup> AFP via El Espectador, 21/03/2017, [url](#)

<sup>202</sup> Agencia DPA via El Comercio, 03/05/2017, [url](#)

<sup>203</sup> AP via The New York Times, 17/06/2017, [url](#)

<sup>204</sup> para hacer un llamado al Gobierno, presionarlo o simplemente desestabilizarlo

<sup>205</sup> El Colombiano, 19/06/2017, [url](#)

<sup>206</sup> El Salvador, 24/08/2016, [url](#)

<sup>207</sup> Les deux autres sont l'impunité et la discrimination sociétale.

d'autres groupes armés<sup>208</sup>, ce que confirme le *CIA World FactBook* mis à jour le 1<sup>er</sup> mai 2017<sup>209</sup>. De nombreuses sources estiment que le déplacement concerne de manière disproportionnée les populations indigènes et afro-colombiennes<sup>210</sup>. Les déplacements forcés ne sont pas le fait des seules FARC ni circonscrits dans le cadre du conflit armé, selon le Réseau France Colombie solidarités<sup>211</sup>.

La violence associée au conflit a engendré le déplacement forcé, d'après une estimation des Nations unies, de plus de 6,8 millions de Colombiens depuis 1985, ce qui correspond à la seconde plus grande population de déplacés internes après la Syrie<sup>212</sup>. Les 35.000<sup>213</sup> ou 13.864<sup>214</sup> personnes nouvellement déplacées en 2016 (selon les sources), signifient une réduction importante par rapport aux plus de 140.000 déplacés en 2015<sup>215</sup>. En février 2017, on estimait à 7,3<sup>216</sup> ou 7,4<sup>217</sup> millions (selon les sources) le nombre de personnes déplacées depuis 1985, sachant que ce nombre est sous-estimé dans la mesure où tous les déplacés ne se font pas enregistrer<sup>218</sup>. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH) note que le nombre total de déplacés internes dans le cadre de déplacements massifs pendant les quatre premiers mois de 2017 représente 63 % du nombre total de déplacés internes en 2016. Il constate aussi qu'en 2017, plus de la moitié d'entre eux sont déplacés en raison d'actions armées alors que les groupes armés post-démobilisation (GAPD) sont responsables pour un quart des déplacements, soit une évolution significative de 1 % en 2016 vers 25 % en 2017<sup>219</sup>. D'après le HCR, les cinq départements les plus touchés par le déplacement étaient, en février 2017 : Cauca, Chocó, Nariño, Norte de Santander et Valle del Cauca<sup>220</sup>.

Les déplacés internes ont été dissuadés par la force, l'intimidation et la désinformation de la part de l'ELN et des bandes criminelles organisées de se faire enregistrer auprès d'instances officielles<sup>221</sup>. L'ONG Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento (CODHES) précise que 8.669 personnes ont été déplacées dans un contexte de déplacements massifs (c'est-à-dire des déplacements simultanés de 50 personnes et plus) entre janvier et août 2016, surtout dans les départements de Chocó, Antioquia, Norte de Santander et Nariño<sup>222</sup>.

Les principaux facteurs de déclenchement sont : les menaces<sup>223</sup> ; l'extorsion ; la violence physique, psychologique et sexuelle exercée par des groupes armés illégaux ; la compétition et l'affrontement armé entre - et à l'intérieur de - groupes armés illégaux pour des ressources et du contrôle territorial ; des affrontements entre les forces de sécurité, guérillas et bandes criminelles organisées ; le recrutement forcé d'enfants ou la menace de recrutement forcé d'enfants. Certaines ONG ont signalé des facteurs déclencheurs supplémentaires comme la lutte contre le narcotrafic, l'extraction illégale, des projets commerciaux (agriculture et exploitation minière) à large échelle

<sup>208</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>209</sup> CIA, 01/05/2017, [url](#)

<sup>210</sup> ICRC, 09/03/2017, [url](#) ; USDOS, 03/03/2017, [url](#) ; CIA, 01/05/2017, [url](#) ; The Irish Times (McKechnie D.), 03/05/2017, [url](#) ; UNHCR, 02/2017, [url](#) ; OCHA, 08/05/2017, [url](#) ; HRW, 12/01/2017, [url](#)

<sup>211</sup> RFCS, 08/2016, [url](#)

<sup>212</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#) ; The Irish Times (McKechnie D.), 03/05/2017, [url](#) ; Mo\* mondiaal nieuws (Willems E.), 26/01/2017, [url](#)

<sup>213</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#)

<sup>214</sup> The Irish Times (McKechnie D.), 03/05/2017, [url](#)

<sup>215</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#)

<sup>216</sup> UNHCR, 02/2017, [url](#)

<sup>217</sup> CIA, 01/05/2017, [url](#)

<sup>218</sup> CIA, 01/05/2017, [url](#)

<sup>219</sup> OCHA, 08/05/2017, [url](#)

<sup>220</sup> UNHCR, 02/2017, [url](#)

<sup>221</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>222</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>223</sup> Ces menaces peuvent être collectives (pamphlets) ou individuelles (verbales en direct, téléphoniques, via des messages Whatsapp, via courrier). NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#)

dans des zones rurales<sup>224</sup>. D'après des rapports mentionnés dans le rapport 2017 du département d'Etat américain, des résidents ont été déplacés de force en 2016 pour libérer des zones pour l'extraction de minéraux et le commerce transfrontalier par les FARC, l'ELN et d'autres groupes armés. Les guérillas ont parfois forcé des leaders et des membres de la communauté à manifester contre les efforts gouvernementaux pour éliminer les cultures illicites et contraint des communautés au déplacement, comme une forme de protestation obligatoire contre l'éradication des cultures<sup>225</sup>.

Le rapport d'août 2016 du NOREF indique que le déplacement interurbain a augmenté sur la période 2012-2016. Ce type de déplacement est particulièrement courant à Medellín. Cette évolution pourrait d'après cette source être interprétée comme une tendance vers l'urbanisation du conflit. Le rapport épingle à ce titre le défi que représentent les dynamiques de violences à Medellín et dans certaines villes de la côte Pacifique comme Tumaco et Buenaventura<sup>226</sup>. On notera que Buenaventura, citée dans le dernier rapport annuel de HRW, compte un des plus hauts taux de déplacement forcé en Colombie, avec 12.956 résidents ayant fui leur domicile en 2015 et 1.955 ayant fui entre janvier et octobre 2016<sup>227</sup>.

Le rapport 2017 du département d'Etat américain relaie des inquiétudes relatives au déplacement forcé urbain dû à des disputes territoriales entre des bandes criminelles. Les principales causes de déplacement intra-urbain sont l'extorsion, le recrutement par des groupes armés illégaux, les homicides et la violence physique et sexuelle<sup>228</sup>.

La carte ci-après reprend des urgences humanitaires avec un focus particulier sur les déplacements massifs survenus entre janvier et avril 2017.

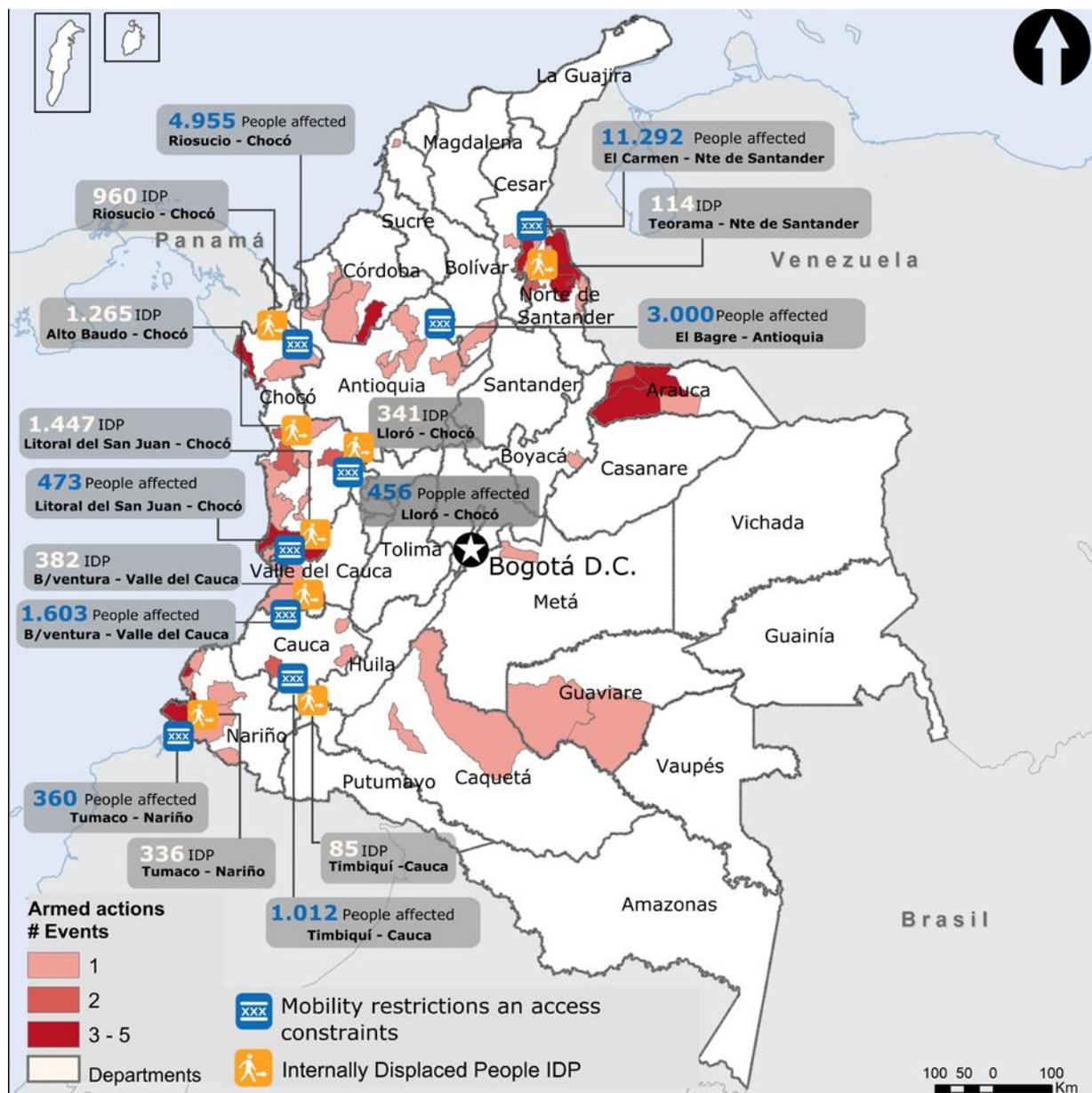
<sup>224</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>225</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>226</sup> NOREF (Marcos F. R., Dubois J.), 08/2016, [url](#)

<sup>227</sup> HRW, 12/01/2017, [url](#)

<sup>228</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)


 Déplacement interne entre janvier et avril 2017<sup>229</sup>

## 8. Conséquences pour la population

Ana Arjona, chercheuse académique originaire de Colombie, a consacré des années à la recherche sur le terrain dans des zones de conflit en Colombie avec pour angle majeur la façon dont la violence et la guerre transforment des gens, des communautés et des nations. D'après elle, les personnes vivant sous des régimes armés peuvent changer leur attitude envers l'Etat, l'Etat de droit, l'utilisation du capital social et la façon d'agir envers le changement<sup>230</sup>.

<sup>229</sup> OCHA, 08/05/2017, [url](#)

<sup>230</sup> Kellogg International Institute for International Studies (Rankin E.), 14/07/2016, [url](#)

Ci-après suivent quelques exemples concrets illustrant de quelle manière les Colombiens sont impactés par les violences. Ces exemples sont extraits du rapport 2017 du département d'Etat américain<sup>231</sup>.

La livraison de nourriture et de médicaments dans des villes ou régions situées dans les corridors disputés du trafic de drogue a été soit empêchée soit limitée par des guérillas ou des groupes de crime organisé.

L'explosion d'un oléoduc dans le département de Boyaca menée par l'ELN en février 2016 a provoqué des dommages environnementaux substantiels, notamment en causant des dégâts aux poissons et aux animaux sauvages et en contaminant des rivières ainsi que des aqueducs transportant de l'eau potable.

L'ELN a menacé quiconque irait au travail ou quitterait son domicile à l'occasion d'une grève armée en février et en septembre 2016, respectivement dans les départements d'Arauca, Norte de Santander, Casanare, Boyaca, Chocó, Cauca et Bajo Cauca et d'Arauca, Boyaca, Casanare, Santander, Norte de Santander et Vichada. L'ELN s'est attaquée à des forces de sécurité, des infrastructures d'énergie, des civils.

Le transport et le commerce ont été mis à l'arrêt, des écoles ont dû être fermées à l'occasion d'une grève armée du Clan du Golfe le 31 mars 2016 dans les départements d'Antioquia, Chocó, Sucre, Cordoba et Cesar.

Le 1<sup>er</sup> avril 2016, le Clan du Golfe a mené une grève armée dans 36 municipalités, tuant 5 personnes, bloquant 5 routes, incendiant 8 camions.

Des civils ont été utilisés comme des boucliers humains pour protéger des combattants de guérillas.

Des paysans déplacés contre leur gré ont été utilisés par des guérillas pour dégager des routes de transit de drogue et d'armes dans des zones stratégiques.

Des blocus de fait ont été imposés par des guérillas sur des communautés dans les régions où elles disposaient d'une influence significative. Ainsi, des groupes armés illégaux ont recruté de force des indigènes ou les ont forcés à coopérer, ont restreint leur liberté de mouvement et exercé un blocus sur leurs communautés. D'après le rapport 2017 du département d'Etat américain, la liberté de mouvement a été restreinte dans certaines régions rurales en raison d'opérations militaires et du conflit armé. En effet, des checkpoints illégaux ont été installés par des bandes criminelles et par l'ELN sur des routes rurales, particulièrement dans les départements de Putumayo, Arauca, Antioquia, Norte de Santander.

Outre par les blocus, des groupes armés illégaux ont également confiné des communautés rurales au moyen de barrages routiers, de couvre-feux, de voitures piégées sur des axes stratégiques ou encore d'engins explosifs improvisés et ce, particulièrement dans les départements de Cordoba, Caqueta, Cauca et Nariño. On estime que 4,1 millions de personnes ont ainsi été limitées dans leur mobilité en raison de la violence armée dans ces régions.

Des domiciles ont été violés, des communications privées ont été interceptées et des civils ont été contraints au déplacement par des bandes criminelles organisées et des groupes armés illégaux comme l'ELN.

---

<sup>231</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

## Résumé

La guerre civile en cours, la plus longue au monde, franchit en 2016 une étape majeure, avec la ratification par le Congrès le 30 novembre 2016 d'un accord de paix conclu entre le gouvernement et les FARC.

Certes, cet accord de paix augure d'une nouvelle ère pour les Colombiens avec une réduction spectaculaire des violences contre les civils. Toutefois, de nombreux analystes estiment qu'il est prématuré de parler de paix. La situation est volatile et les frontières entre la guerre et le crime sont floues.

Des cas d'homicides illégaux, de recours excessif à la violence, de menaces, de détentions arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires sont signalés en 2016 dans le chef des forces de sécurité (en particulier de la part de l'unité anti-émeute de la police). Les forces de sécurité sont elles-mêmes l'objet de violences notamment de la part de groupes successeurs et de guérillas.

Les deux principales guérillas du pays sont les FARC et l'ELN. Les négociations avec les FARC ont débouché sur un accord de paix et la majorité des guérilleros est cantonnée dans des campements en vue d'un désarmement et d'une réintégration dans la vie civile. Bien que l'ELN soit engagée dans des pourparlers de paix similaires, une trêve de violences n'est pas observée de sa part.

Les groupes successeurs continuent de commettre des abus généralisés (homicides, disparitions, violence sexuelle, menaces de mort) et bénéficient occasionnellement de la tolérance, voire de la collusion avec des agents de l'Etat.

La violence revêt plusieurs formes. Des assassinats sélectifs, des agressions, des enlèvements, du harcèlement, de l'intimidation, des violences sexuelles, de la torture, des mauvais traitements, des menaces, ne sont pas commis par les seules FARC ni uniquement dans le cadre du conflit armé et engendrent des déplacements forcés individuels et collectifs.

Les cibles de ces violences comprennent des défenseurs des droits humains au sens large (y compris des défenseurs des droits liés à la terre, des leaders de communautés, des syndicalistes, des journalistes, etc.), surtout dans des zones rurales. On observe par ailleurs que le déplacement forcé touche de manière disproportionnée les communautés afro-colombiennes et indigènes. Les femmes font largement l'objet de violences sexuelles. Des mineurs sont recrutés de force dans des groupes armés illégaux. On peut compléter cette liste avec des enseignants, des paysans, des familles habitant un lieu perçu comme stratégique pour le narcotrafic ou encore des membres de clans tombés en disgrâce.

La répartition géographique des violences varie en fonction d'une combinaison complexe de facteurs. Le centre de gravité du conflit se situe dans des départements ruraux et pauvres. On observe par ailleurs une augmentation de la violence dans les villes.

Le déplacement forcé concerne des populations à prédominance rurale et pauvre, avec une représentation disproportionnée de communautés indigènes et afro-colombiennes, exposées à des violences qui sont le fait de trafiquants de drogue, de guérillas et d'autres groupes armés.

Les conséquences des violences pour la population sont nombreuses. Elles comprennent des entraves à la libre circulation de biens (y compris de première nécessité comme de la nourriture ou des médicaments) et de personnes, la pollution de l'environnement, des entraves au commerce, des entraves à l'accès à l'eau potable ou à l'énergie ainsi que la fermeture d'écoles.

## Bibliographie

### Sources écrites et audiovisuelles

- Agence France-Presse (AFP) via El Espectador, *Conflicto armado colombiano está tan vivo como siempre: Amnistía Internacional*, 21/03/2017, <http://www.elespectador.com/noticias/paz/conflicto-armado-colombiano-esta-tan-vivo-como-siempre-amnistia-internacional-articulo-685692> [consulté le 23/06/2017]
- Agence France presse (Zyge Ph.) via Yahoo news, *Colombia halts air raids on FARC in boost to peace drive*, 11/03/2015, <http://news.yahoo.com/colombia-temporarily-halt-bombing-farc-rebels-president-010736180.html> [consulté le 19/05/2017]
- Agencia DPA via El Comercio, *Paramilitarismo se expandió en Colombia tras acuerdo de paz*, 03/05/2017, <http://www.elcomercio.com/actualidad/paramilitares-expansion-paz-farc-juanmanuelasantos.html> [consulté le 08/05/2017]
- Amnesty International, *Rapport 2014/15. La situation des droits humains dans le monde, République de Colombie*, 25/02/2015, <http://www.amnestyinternational.be/doc/s-informer/les-rapports-annuels/rapport-annuel-2014-2015/> [consulté le 17/03/2017]
- Amnesty International (AI), *Rapport annuel 2015/2016, Colombie*, 23/02/2016, <https://www.amnesty.org/en/latest/research/2016/02/annual-report-201516/> [consulté le 17/03/2017]
- Amnesty International (AI), *Colombia: 'No' vote a missed opportunity for peace*, 02/10/2016, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/10/colombia-no-vote-a-missed-opportunity-for-peace/> [consulté le 17/03/2017]
- Amnesty International (AI), *Human rights in Colombia in 10 numbers*, 07/10/2016, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/10/human-rights-in-colombia/> [consulté le 17/03/2017]
- Amnesty International (AI), *Rapport annuel 2016/2017, Colombie*, 22/02/2017, <https://www.amnesty.org/en/countries/americas/colombia/report-colombia/> [consulté le 17/03/2017]
- Amnesty International (AI), *Colombia : wave of killings of Indigenous people highlights shortcomings in implementation of peace process*, 21/04/2017, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/04/colombia-ola-de-asesinatos-de-indigenas-resalta-fallas-de-implementacion-del-proceso-de-paz/> [consulté le 16/05/2017]
- Amnesty International (AI), *Colombia: Abduction of UN official highlights obstacles in local implementation of peace process*, 08/05/2017, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/05/colombia-secuestro-de-funcionario-de-la-onu-resalta-obstaculos-a-la-implementacion-territorial-de-la-paz/> [consulté le 16/05/2017]
- ARTE, *Colombie : la guerre d'après* [vidéo], 21/04/2017, <http://info.arte.tv/fr/colombie-la-guerre-dapres> [consulté le 05/05/2017]
- Associated Press (AP) via The New York Times, *Shopping center blast in Colombia kills 3 and injures 9*, 17/06/2017, [https://www.nytimes.com/2017/06/17/world/americas/colombia-explosion-shopping-center-boqota.html?\\_r=0](https://www.nytimes.com/2017/06/17/world/americas/colombia-explosion-shopping-center-boqota.html?_r=0) [consulté le 19/06/2017]
- Autodefensas Gaitanistas de Colombia, *Comunicado a la opinión pública*, 21/05/2017, <http://autodefensasgaitanistasdecolombia.org/agc2/index.php> [consulté le 19/06/2017]
- Bloomberg (Bristow M.), *FARC play dominoes as drug cartels occupy Colombian villages*, 08/02/2017, <https://www.bloomberg.com/politics/articles/2017-02-08/farc-playing-dominoes-as-drug-cartels-occupy-colombian-villages> [consulté le 06/06/2017]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Colombia: peace talks with ELN rebel group begin*, 08/02/2017, <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-38902638> [consulté le 19/05/2017]
- British Broadcasting Corporation (BBC) (Cosoy N.), *Caught in the crossfire of armed gangs in Colombia*, 17/06/2017, <http://www.bbc.com/news/world-latin-america-40291137> [consulté le 22/06/2017]

- Business Monitor International (BMI) Research, *Political Risk Analysis - ELN attacks to threaten peace negotiations*, 04/2017, <http://www.latinamericamonitor.com/political-risk-analysis-eln-attacks-threaten-peace-negotiations-apr-2017> [consulté le 17/03/2017]
- Broederlijk delen (Willems W.), *Politiek geweld bedreigt vrede in Colombia*, 07/02/2017, <http://www.11.be/artikels/item/politiek-geweld-bedreigt-vrede-in-colombia> [consulté le 17/03/2017]
- Cable News Network (CNN), *Colombia: los departamentos con más víctimas votaron mayoritariamente sí en el plebiscito*, 03/10/2016, <http://cnnespanol.cnn.com/2016/10/03/colombia-los-departamentos-con-mas-victimas-votaron-mayoritariamente-si-en-el-plebiscito/> [consulté le 19/06/2017]
- Cable News Network (CNN) (Velásquez Loaiza M.), *Denuncian que "paramilitares" están retomando los territorios dejados por las FARC en Colombia*, 14/02/2017, <http://cnnespanol.cnn.com/2017/02/14/denuncian-que-paramilitares-estan-retomando-los-territorios-dejados-por-las-farc-en-colombia/#0> [consulté le 19/05/2017]
- Central Intelligence Agency (CIA), *The world factbook*, 01/05/2017, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/co.html> [consulté le 30/05/2017]
- Centro nacional de memoria histórica, *i Basta ya ! Colombia : Memoria de guerra y dignidad, Informe general Grupo de memoria histórica*, 07/2013, <http://www.centrodehistoriahistorica.gov.co/micrositios/informeGeneral/descargas.html> [consulté le 19/05/2017]
- Colombia plural, *La geografía del desvanecimiento*, 21/11/2016, <https://colombiaplural.com/la-geografia-del-desvanecimiento/> [consulté le 23/06/2017]
- Colombia reports, *Colombia peace talks reach 2-year mark amid crisis*, 19/11/2014, <http://colombiareports.co/colombia-peace-talks-reach-2-year-mark-amid-crisis/> [consulté le 19/05/2017]
- Colombia Reports (Levesque B.), *Colombia's 2017 peace talks with ELN Fact sheet*, 07/04/2017, <https://colombiareports.com/colombias-2017-peace-talks-eln-fact-sheet/> [consulté le 19/05/2017]
- Conseil de l'Union européenne, *Communiqué de presse 533/16, Colombie: l'UE suspend les sanctions visant les FARC*, 27/09/2016, <http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/09/27-colombia-eu-suspends-farc/> [consulté le 22/05/2017]
- Conseil de l'Union européenne, *Décision (PESC) 2017/154 du Conseil du 27 janvier 2017 portant mise à jour de la liste des personnes, groupes et entités auxquels s'appliquent les articles 2, 3 et 4 de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme, et abrogeant la décision (PESC) 2016/1136*, 17/01/2017, <http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/fight-against-terrorism/terrorist-list/> [consulté le 22/05/2017]
- De Redactie (Willems F.), *Analyse. Een handtekening is niet genoeg*, 27/09/2016, <http://deredactie.be/permalink/1.2718401> [consulté le 04/05/2017]
- Diario Co Latino, *Asesinan en Colombia a defensor de derechos humanos*, 09/06/2017, <http://www.diariocolatino.com/asesinan-colombia-defensor-derechos-humanos/> [consulté le 16/06/2017]
- El Colombiano, *El atentado en Bogotá, ¿con un mensaje cifrado?*, 19/06/2017, <http://www.elcolombiano.com/colombia/paz-y-derechos-humanos/el-atentado-en-bogota-con-un-mensaje-cifrado-LB6751782> [consulté le 19/06/2017]
- El Colombiano (Velásquez A.), *Panorama de seguridad y defensa en 2014*, 18/01/2014, [http://www.elcolombiano.com/panorama\\_de\\_seguridad\\_y\\_defensa\\_en\\_2014-IAEC\\_278437](http://www.elcolombiano.com/panorama_de_seguridad_y_defensa_en_2014-IAEC_278437) [consulté le 17/03/2017]
- El Espectador, *Paramilitares, el gran riesgo de la paz. Infografía*, 23/06/2016, <http://www.elespectador.com/noticias/infografia/paramilitares-el-gran-riesgo-de-paz-articulo-636475> [consulté le 19/06/2017]
- El Espectador, *"El tiempo que queda de esta administración es suficiente para diálogos con el Eln": Restrepo*, 05/06/2017, <http://www.elespectador.com/noticias/politica/el-tiempo-que-queda-de-esta-administracion-es-suficiente-para-dialogos-con-el-eln-restrepo-articulo-696948> [consulté le 06/06/2017]

El Espectador, *Explosión en CC. Andino: segundo atentado del año en Bogotá con víctimas fatales*, 18/06/2017, <http://www.elespectador.com/noticias/bogota/explosion-en-cc-andino-segundo-atentado-del-ano-en-bogota-con-victimas-fatales-articulo-698929> [consulté le 19/06/2017]

El Heraldo, *Capturan al presunto coordinador del 'plan pistola' del 'clan del Golfo'*, 03/06/2017, <https://www.elheraldo.co/colombia/capturan-al-presunto-coordinador-del-plan-pistola-del-clan-del-golfo-368873> [consulté le 06/06/2017]

El Mundo, *El plan pistola: 650 euros por policía asesinado en Colombia*, 13/05/2017, <http://www.elmundo.es/internacional/2017/05/13/59173f11ca47412f058b45b4.html> [consulté le 19/06/2017]

El País, *Conflicto armado en Colombia ha dejado 2,5 millones de niños víctimas*, 14/11/2016, <http://www.elpais.com.co/judicial/conflicto-armado-en-colombia-ha-dejado-2-5-millones-de-ninos-victimas.html> [consulté le 22/05/2017]

El País (Fuente J.), *El muro de Colombia*, 31/01/2017, [http://internacional.elpais.com/internacional/2017/01/31/colombia/1485877387\\_766798.html](http://internacional.elpais.com/internacional/2017/01/31/colombia/1485877387_766798.html) [consulté le 17/03/2017]

El Salvador, *4 grupos armados que amenazan la paz en Colombia*, 24/08/2016, <http://www.elsalvador.com/noticias/internacional/197845/4-grupos-armados-que-amenazan-la-paz-en-colombia/> [consulté le 23/06/2017]

Euronews, *La vie après l'accord de paix* [vidéo], 16/03/2017, <http://fr.euronews.com/2017/03/16/colombie-la-vie-apres-l-accord-de-paix> [consulté le 08/05/2017]

Wienand S., Tremaria S., *Paramilitarism in a post-demobilization context ? Insights from the department of Antioquia in Colombia*, in *European review of Latin American and Caribbean studies*, No 103, 01/2017-06/2017, pp. 25-50, [www.erlacs.org/articles/10161/galley/10652/download/](http://www.erlacs.org/articles/10161/galley/10652/download/) [consulté le 23/06/2017]

France culture, *Terreur d'Etat (3/0) Colombie : le combat des victimes du paramilitarisme*, 07/12/2016, <https://www.franceculture.fr/emissions/lsd-la-serie-documentaire/terreur-detat-34-colombie-le-combat-des-victimes-du> [consulté le 16/06/2017]

Freedom House, *Freedom in the World 2017 - Colombia*, 01/2017, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/colombia> [consulté le 16/05/2017]

Fundación paz y reconciliación (PARES) (Valencia L., et al.), *En qué están los territorios que dejan las FARC ; Estado de las zonas de concentración las agresiones a líderes sociales*, 31/01/2017, <http://www.pares.com.co/wp-content/uploads/2017/01/Informe-en-qu%C3%A9-est%C3%A1n-los-territorios-que-dejan-la-FARC.pdf> [consulté le 01/06/2017]

Human Rights Watch (HRW), *World report 2015, Colombia events of 2014*, 29/01/2015, <https://www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/colombia> [consulté le 17/03/2017]

Human Rights Watch (HRW), *World report 2016, Colombia events of 2015*, 27/01/2016, <https://www.hrw.org/world-report/2016/country-chapters/colombia> [consulté le 17/03/2017]

Human Rights Watch (HRW), *World report 2017, Colombia events of 2016*, 12/01/2017, <https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/colombia> [consulté le 17/03/2017]

Human Rights Watch (HRW), *Colombia: activists at risk. Peace promise demands guarantees for rights Defenders*, 24/04/2017, <https://www.hrw.org/news/2017/04/24/colombia-activists-risk> [consulté le 16/05/2017]

Immigration and Refugee Board of Canada, *Colombie : information sur les groupes ayant succédé aux paramilitaires et les gangs criminels (bandas criminales - BACRIM), leurs zones d'activité et leurs activités criminelles, y compris le (Clan del Golfo (aussi connu sous le nom de Los Urabeños ou Autodefensas Gaitanistas de Colombia); les mesures prises par l'État, y compris la réintégration des combattants et l'assistance destinée à ces derniers (mai 2016-mars 2017)*, 24/04/2017, <http://www.refworld.org/docid/591613cf4.html> [consulté le 23/06/2017]

InSight Crime, *Colombia*, 09/03/2017, <http://www.insightcrime.org/colombia-organized-crime-news/colombia> [consulté le 19/06/2017]

- InSight Crime (Gagne D.), *Mapping of Colombia homicide data reflects regional dynamics*, 26/04/2017, <http://www.insightcrime.org/news-briefs/mapping-colombia-homicide-data-reflects-regional-dynamics> [consulté le 04/05/2017]
- InSight Crime (Gagne D.), *Dissident FARC guerrillas kidnap UN official in Colombia*, 04/05/2017, <http://www.insightcrime.org/news-briefs/dissident-farc-guerrillas-kidnap-un-official-colombia> [consulté le 22/05/2017]
- Insight on conflict, *War, peace and the second term of Colombia's president Santos*, 22/09/2014, <http://www.insightonconflict.org/2014/09/war-peace-second-term-colombias-president-santos/> [consulté le 19/05/2017]
- Instituto de estudios para el desarrollo y la paz (INDEPAZ), *XII Informe sobre presencia de grupos narcoparamilitares 2016*, 01/2017, [www.indepaz.org.co/wp-content/.../2017/02/XII-INFORME.pdf](http://www.indepaz.org.co/wp-content/.../2017/02/XII-INFORME.pdf) [consulté le 01/06/2016]
- Instituto de estudios para el desarrollo y la paz (INDEPAZ) (Espitia C.), *Informe especial : Plan pistola*, 01/06/2017, <http://www.indepaz.org.co/7546/informe-especial-plan-pistola/> [consulté le 02/06/2017]
- International Center for Not-for-Profit Law, *Civic freedom monitor: Colombia*, 10/03/2017, <http://www.icnl.org/research/monitor/colombia.html> [consulté le 02/06/2017]
- International Crisis Group (ICG), *Report N°58 / Latin America & Caribbean, Colombia's final steps to the end of war*, 07/09/2016, <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/colombia/colombia-s-final-steps-end-war> [consulté le 04/05/2017]
- International Crisis Group (ICG), *Report N°60 / Latin America & Caribbean, In the shadow of "no": Peace after Colombia's plebiscite*, 31/01/2017, <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/colombia/060-shadow-no-peace-after-colombia-s-plebiscite> [consulté le 17/03/2017]
- International Red Cross Committee (ICRC), *ICRC releases report on humanitarian situation in Colombia*, 09/03/2017, <https://www.icrc.org/en/document/icrc-releases-report-humanitarian-situation-colombia-0> [consulté le 17/03/2017]
- Kellogg International Institute for International Studies (Rankin E.), *Exploring the Dynamics of Civil War in Colombia*, 14/07/2016, <http://kellogg.nd.edu/news/arjona.shtml> [consulté le 06/06/2017]
- La Croix (Biassette G.), *La Colombie, entre guerre et paix*, 28/05/2017, <https://www.la-croix.com/Monde/Ameriques/Colombie-entre-guerre-paix-2017-05-28-1200850723> [consulté le 28/05/2017]
- Is geschiedenis (van Bergenhenegouwen A.), *De war on drugs: kritiek uit Colombia*, 13/12/2016, <http://www.isgeschiedenis.nl/nieuws/war-on-drugs-kritiek-colombia/> [consulté le 17/03/2017]
- La Tercera (Fuentes F.), *Expulsión de líderes de las Farc por disidencia amenaza proceso de paz en Colombia*, 07/01/2017, <http://www.latercera.com/noticia/expulsion-lideres-las-farc-disidencia-amenaza-proceso-paz-colombia/> [consulté le 22/05/2017]
- Le monde diplomatique, *Pourquoi les Colombiens ont rejeté la paix*, 11/2016, <http://www.monde-diplomatique.fr/2016/11/WILPERT/56757> [consulté le 02/06/2017]
- Mo\* mondiaal nieuws (Willems E.), *Colombiaans vredesakkoord model voor andere conflicten ?*, 26/01/2017, <http://www.mo.be/analyse/colombiaans-vredesakkoord-model-voor-andere-conflicten> [consulté le 16/05/2017]
- Nederlandse publieke omroep (NOS), *Meer dan honderd mensenrechtenactivisten in Colombia vermoord*, 17/03/2017, <http://nos.nl/artikel/2163572-meer-dan-honderd-mensenrechtenactivisten-in-colombia-vermoord.html> [consulté le 17/03/2017]
- Norwegian Centre for Conflict Resolution (NOREF) (Marcos F. R., Dubois J.), *The humanitarian impact of the new dynamics of the armed conflict and violence in various regions of Colombia*, 08/2016, <http://noref.no/Regions/Latin-America-and-the-Caribbean/Colombia/Publications2/The-humanitarian-impact-of-the-new-dynamics-of-the-armed-conflict-and-violence-in-various-regions-of-Colombia> [consulté le 06/06/2017]
- Notimérica, *¿Perdura el movimiento paramilitar en Colombia?*, 19/07/2016, <http://www.notimerica.com/sociedad/noticia-siguen-existiendo-paramilitares-colombia-20160719182736.html> [consulté le 23/05/2017]

- Notimérica, *Bernardo Cuero Bravo, el último líder social asesinado en Colombia*, 08/06/2017, <http://www.notimerica.com/sociedad/noticia-bernardo-cuero-bravo-ultimo-lider-social-asesinado-colombia-20170608205058.html> [consulté le 16/06/2017]
- Old dominion university model United Nations society (ODUMUNC) (Ganczak K.), *Issue brief for Security Council, responding to insurgency and instability in Columbia, 2014*.
- Radio télévision belge francophone (RTBF), *En Colombie, la spirale sans fin de l'éradication de la coca*, 11/04/2017, [https://www.rtbf.be/info/monde/detail\\_en-colombie-la-spirale-sans-fin-de-l-eradication-de-la-coca?id=9577977](https://www.rtbf.be/info/monde/detail_en-colombie-la-spirale-sans-fin-de-l-eradication-de-la-coca?id=9577977) [consulté le 15/06/2017]
- Réseau France Colombie solidarités (RFCS), *Les accords de paix en Colombie – et après ?, Rapport du Réseau France Colombie solidarités sur les enjeux et les problématiques du « post-conflit » en Colombie*, 08/2016, [http://www.acatfrance.fr/public/rapport-rfcs\\_les-accords-de-paix-en-colombie-et-apres\\_-aout-2016.pdf](http://www.acatfrance.fr/public/rapport-rfcs_les-accords-de-paix-en-colombie-et-apres_-aout-2016.pdf) [consulté le 17/03/2017]
- Sputnik, *Asesinan a otro líder social en el norte de Colombia*, 08/06/2017, <https://mundo.sputniknews.com/americalatina/201706081069822954-america-latina-violencia-politico-muerte/> [consulté le 16/06/2017]
- The Irish Times (McKechnie D.), *Stories of Colombia's war and peace : the displaced*, 03/05/2017, <http://www.irishtimes.com/news/world/stories-of-colombia-s-war-and-peace-the-displaced-1.3068759> [consulté le 02/06/2017]
- The New Yorker (Anderson J.), *Colombia's guerrillas come out of the jungle*, 01/05/2017, <http://www.newyorker.com/magazine/2017/05/01/colombias-querrillas-come-out-of-the-jungle> [consulté le 02/06/2017]
- United Kingdom Foreign and Commonwealth Office, *Human rights priority country status report: July to December 2016 - Colombia*, 08/02/2017, <https://www.gov.uk/government/publications/colombia-human-rights-priority-country/human-rights-priority-country-update-report-july-to-december-2016> [consulté le 16/05/2017]
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Eligibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum-seekers from Colombia*, 09/2015, <http://www.refworld.org/docid/560011fc4.html> [consulté le 19/06/2017]
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Colombia Situation; Colombia, Ecuador and Venezuela February 2017*, 02/2017, [http://www.ecoi.net/file\\_upload/1930\\_1488446941\\_58b6d1604.pdf](http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1488446941_58b6d1604.pdf) [consulté le 16/05/2017]
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Hausse des déplacements forcés en Colombie, malgré la signature de l'accord de paix*, 10/03/2017, <http://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2017/3/58c2d740a/hausse-deplacements-forces-colombie-malgre-signature-laccord-paix.html> [consulté le 23/06/2017]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Annual report 2015*, 16/06/2016, [http://interactive.unocha.org/publication/2015\\_annualreport/#p=1](http://interactive.unocha.org/publication/2015_annualreport/#p=1) [consulté le 17/03/2017]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Colombia : humanitarian situation snapshot (January - Apr 2017)*, 08/05/2017, <https://www.humanitarianresponse.info/es/operations/colombia/infographic/colombia-humanitarian-situation-snapshot-january-apr-2017> [consulté le 06/06/2017]
- United Nations Rights Council, *Annual report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Colombia [A/HRC/34/3/Add.3]*, 14/03/2017, <http://ecoi.net/doc/338255> [consulté le 16/05/2017]
- United Nations Rights Council, *Le Comité des droits de l'homme examine le rapport de la Colombie*, 20/10/2016, <http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=20715&LangID=F#sthash.yu8ZF8CX.dpuf> [consulté le 17/03/2017]
- United Nations Security Council, *Report of the Secretary-General on the United Nations Mission in Colombia [S/2017/252]*, 24/03/2017, [http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=S/2017/252](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/252) [consulté le 16/05/2017]

United States Department of State (USDOS), Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Country reports on human rights practices for 2015, Colombia*, 10/08/2016, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2015&dliid=253001> [consulté le 17/03/2017]

United States Department of State (USDOS), Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *Country reports on human rights practices for 2016, Colombia*, 03/03/2017, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2016&dliid=265574> [consulté le 17/03/2017]

United States Department of State (USDOS), *Foreign terrorist organizations*, s.d., <https://www.state.gov/j/ct/rls/other/des/123085.htm> [consulté le 22/05/2017]

United States Institute of Peace (USIP), *The current situation in Colombia*, 01/02/2017, <https://www.usip.org/publications/2017/02/current-situation-colombia> [consulté le 23/06/2017]

Washington Office on Latin America (WOLA) (Ramsey G., Bernal S.), *Colombia's ELN peace talks explained*, 07/02/2017, <https://www.wola.org/analysis/colombias-eln-peace-talks-explained/> [consulté le 19/05/2017]

Washington Office on Latin America (WOLA) (Sánchez-Garzoli G.), *Colombia human rights update: Indigenous, Afro-Colombians and social leaders face grave security crisis*, 28/04/2017, <https://www.wola.org/analysis/colombia-human-rights-update-indigenous-afro-colombians-social-leaders-face-grave-security-crisis/> [consulté le 19/05/2017]

Wilson Center (Garzón J.C., de Boer J., Bosetti L.), *Criminal agendas and peace negotiations: The case of Colombia*, United Nations University Centre for Policy Research, 04/2017, <https://www.wilsoncenter.org/article/criminal-agendas-and-peace-negotiations-the-case-colombia#sthash.Cavhr73r.dpuf> [consulté le 04/05/2017]